

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Le Président Tebboune préside la cérémonie d'installation des membres

P. 3

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le Président Tebboune reçoit le chef du Commandement de l'AFRICOM

P. 24

ANP

Chanegriha : l'Algérie nouvelle déterminée à préserver sa souveraineté et son unité nationale

P. 24

76^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

L'Algérie appelle à une représentation géographique équitable au Conseil de sécurité

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a appelé lundi à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU afin de garantir plus de transparence et une représentation géographique équitable mettant fin à l'injustice historique que subit le Continent africain. "Nous sommes appelés à œuvrer en vue de faire aboutir le processus de réforme globale de l'Organisation des Nations Unies (...), en mettant l'accent sur la revitalisation du rôle central de l'Assemblée Générale et la réforme du Conseil de sécurité de manière à garantir plus de transparence et une représentation géographique équitable mettant fin à l'injustice historique que subit le Continent africain", a déclaré M. Lamamra devant l'Assemblée générale de l'ONU.

P. 24

DKnews-APS



INDUSTRIE

La SAFAV-MB livre 670 véhicules

INSERTION PROFESSIONNELLE DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

Régularisation d'environ 19.000 cas jusqu'à mi septembre courant (ministre)

P. 6

P. 4

VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Benbouzid écarte l'éventualité d'une troisième dose du vaccin en Algérie

P. 10

SANTÉ

SÉCHERESSE OCULAIRE

Comment ça se soigne ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1- Saison 2021-2022

La FAF met les clubs en garde contre les paris et les manipulations de matchs

P. 21



UE - USA

Google conteste une amende de 4,3 milliards devant la justice de l'UE

P. 17

ALGER

Suspension de l'alimentation en eau potable dans cinq communes (Seal)

P. 2

AFFAIRES RELIGIEUSES

Distribution de près de 80.000 cartables aux nécessiteux



Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a distribué, dans le cadre de la rentrée scolaire 2021/2022, près de 80.000 cartables aux nécessiteux à travers tout le pays, a indiqué mardi un communiqué du ministère. A l'occasion de la rentrée sociale, le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a organisé via ses directions locales à travers le pays une campagne de solidarité qui a permis la distribution de quelque 80.000 cartables contenant toutes les fournitures scolaires pour les différents cycles d'enseignement, indique-t-on de même source.

Ces aides ont été remises aux nécessiteux via les Conseils Souboul El Kheiret (conseils de bienfaisance), ajoute le communiqué du ministère qui a précisé que l'opération était toujours en cours.

TISSEMSILT

Décès de la moudjahida Aicha Chaouche

La moudjahida Aicha Chaouche s'est éteinte mardi dans la ville de Béni Chaïb (wilaya de Tissemsilt) à l'âge de 97 ans, a-t-on appris auprès du Musée local du moudjahid. La défunte, née en 1924 dans la commune de Béni Chaïb, avait rejoint les rangs de la glorieuse armée de libération nationale (ALN) en compagnie de son époux et son fils en 1957 à la 3ème zone de la 3ème région de la wilaya V historique, a-t-on ajouté. La moudjahida a été inhumée au cimetière de Béni Chaïb.

ALGER

Suspension de l'alimentation en eau potable dans cinq communes (Seaal)



La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) a annoncé, mardi dans un communiqué, une suspension de l'alimentation en eau potable dans cinq communes d'Alger, en raison de travaux de réparation d'une canalisation principale. Cette suspension de l'alimentation en eau potable impactera les communes suivantes : Bir Mourad Raïs (en totalité), Hydra (en totalité), El Biar (en totalité), Ben Aknoun (en partie) et El Mouradia (en totalité). Elle intervient suite au lancement de travaux de réparation d'une canalisation principale de transfert d'eau, localisés au niveau de la rue Belkacemi de la commune d'El Madania, en raison d'un incident survenu sur le réseau d'eau potable.

ENVIRONNEMENT

Un webinaire sur le tri sélectif en Algérie



L'Agence nationale des déchets (AND) organise, mercredi, un webinaire destiné au grand public, sur "la capitalisation des expériences de tri sélectif en Algérie", a indiqué lundi l'agence dans un communiqué. L'objectif que ce séminaire virtuel est de "promouvoir, à travers des expériences vécues en Algérie, l'importance du tri à la source et sa pertinence pour l'économie nationale". Selon les études menées par l'agence, le taux de recyclage demeure "très faible" en Algérie, ne dépassant pas les 10%, toutes filières confondues.

OUARGLA

Des trousseaux scolaires au profit d'élèves orphelins et nécessiteux

Un lot de 150 trousseaux scolaires a été remis aux élèves orphelins et autres issus de familles démunies de la wilaya d'Ouargla, dans le cadre d'une action de solidarité initiée par l'association locale "Ness El-Kheir", a-t-on appris lundi des responsables de l'association. Les listes des bénéficiaires ont été établies à la lumière de sorties sur le terrain pour s'enquérir et évaluer de près les situations sociales des familles ciblées à travers différentes régions de la wilaya, a assuré M. Guerrida. L'association Ness El-Kheir, agréée en 2015, a arrêté un programme caritatif et de solidarité s'étalant sur l'année et comportant diverses activités.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

38 morts et 1254 blessés en une semaine

Trente huit (38) personnes ont trouvé la mort et 1254 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays durant la période allant du 19 au 25 septembre, a indiqué mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Djelfa avec 04 personnes décédées 34 autres blessées. Par ailleurs, les secours de la protection civile sont intervenues pour éteindre 1062 incendies urbains, industriels et autres. Concernant les activités de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 260 opérations de sensibilisation à travers le territoire national, rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de distanciation physique, ainsi que 147 opérations de désinfection générale ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

BECHAR

Aucune trace de l'enfant disparu depuis treize jours (Protection civile)

Les éléments des deux (2) brigades cynotechniques de la protection civile (PC), dépêchés par la Direction générale de la Protection civile (DGPC) à Bechar pour renforcer le dispositif de recherches de l'enfant Houaychi Ahmed-Soheib (4 ans), disparu depuis le 16 septembre, "n'ont pas retrouvé sa trace" mardi, selon la direction locale de la P.C. Le sous-lieutenant Baali a

ajouté qu'"une large zone située à proximité du domicile familial de l'enfant au quartier de Bechar-Djedid (Sud de la ville de Bechar), soit un rayon plus de 5 kilomètres, a été complètement ratissée par les brigades précitées et nos éléments", soulignant que les recherches se poursuivront cet après midi dans le cadre du même dispositif de recherches.

TLEMCCEN

Arrestation de 7 individus, membres d'un réseau spécialisé dans le vol de véhicules



Les services de police de Tlemcen ont récemment réussi, à appréhender sept individus faisant partie d'un réseau national spécialisé dans le vol de véhicules et les remettre en circulation avec des spécifications non conformes et des fichiers de base falsifiés, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction de la sûreté de wilaya.

L'opération a été menée par les membres de la brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire sur la base d'informations relatives à l'activité de ce réseau, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, ajoutant que les investigations se sont soldées par l'arrestation de sept (7) personnes de différentes wilayas du pays.

ALGER

Arrestation de 10 suspects impliqués dans une bande de quartier et le trafic de drogue



Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté au niveau des circonscriptions administratives de Birtouta et de Dar El Beida dix (10) suspects pour constitution d'une bande de quartier et trafic de drogue et de substances psychotropes, a indiqué mardi un communiqué de ces services. Sur la base d'informations, la brigade chargée de l'enquête a arrêté les suspects et saisi 26,5 grammes de cannabis, 384 comprimés psychotropes, un (1) flacon de drogue, un montant de 1.975.400 DA et 21 armes blanches, a ajouté le communiqué.



CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CNESE)

Le président Tebboune préside la cérémonie d'installation des membres

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi à Alger, la cérémonie d'installation des membres du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE).

La cérémonie d'installation s'est déroulée au palais des Nations en présence du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmène Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, des membres du gouvernement, du président du CNESE, Réda Tîr, des partenaires socio-économiques et des représentants de la société civile. Constitutionnalisés à la faveur de

la révision de la Constitution en novembre 2020, le CNES change d'appellation et s'approprie la dimension environnementale pour devenir Conseil national économique, social et environnemental (CNESE). Une Commission ad hoc chargée de la désignation des membres du CNESE au titre des secteurs économique, social et de la société civile a approuvé, en avril dernier, la liste des membres du Conseil sélectionnés par un programme conçu pour une sélection automatique. La liste des membres sélectionnés

compte "76 membres femmes, soit 38% des membres", avait affirmé le président du CNESE, Réda Tîr, à la fin des travaux de la Commission, faisant remarquer que ce taux "représente le pourcentage le plus élevé par lequel un équilibre entre la compétence requise et le nombre de candidatures est atteint". Il a précisé que 178 membres sont titulaires d'un diplôme universitaire, soit 89 % dont 20 professeurs, 37 docteurs, 36 titulaires d'un magister ou d'un master, 29 ingénieurs, 56 titulaires d'une licence ou d'un di-

plôme équivalent. Les membres sélectionnés sont répartis sur l'ensemble des 58 wilayas du pays en proportion avec la population de chaque wilaya. Pour rappel, le CNESE est composé de 200 membres dont 20 sont désignés par le président de la République, 45 représentant les administrations et institutions publiques, et 135 au titre des secteurs économique et social, ainsi que de la société civile, désignés par la Commission ad hoc. Les membres sont désignés pour un mandat de 3 ans, renouvelable une seule fois.

Un rôle "pivot" dans la prise de décisions

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) dont les membres ont été installés mardi à Alger par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est appelé à jouer un rôle "pivot" en matière d'assistance à la prise de décision dans les différents domaines de l'action publique et la consolidation du dialogue social. Constitutionnalisés à la faveur de la révision de la Constitution en novembre 2020, le CNES change d'appellation et s'approprie la dimension environnementale pour devenir le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) Composé de 200 membres dont 20 sont désignés par le président de la République, 45 représentant les administrations et institutions publiques, et 135 au titre des secteurs économique et social, ainsi que de la société civile, le CNESE est placé auprès du président de la République et constitue "un trait d'union" entre les décideurs et les instances de réflexion.

Ce rehaussement consacre la volonté du président Tebboune de renforcer et d'élargir les prérogatives du Conseil et d'en faire un "instrument vigile qui éclaire les pouvoirs publics dans les domaines économique, social et environnemental", explique-t-on au CNESE.

C'est une concrétisation de l'engagement numéro 27 du programme du président de la République, a-t-on encore ajouté. La présidence du CNESE est restée vacante après le décès de Mohamed Seghir Babes le 7 mars 2017 jusqu'à l'installation de son nouveau président, Réda Tîr, le 9 mars 2020.

L'importance de la relance du CNES, dans la conjoncture actuelle qui se caractérise par un recul des recettes du pays, réside dans son rôle stratégique d'outil de soutien de la décision publique et dans sa valeur en tant que moyen d'aider à la mise en place de mécanismes innovants pour lutter contre le gaspillage et créer des moyens alternatifs de financement pour permettre à l'Etat d'honorer ses engagements, notamment à l'égard des catégories démunies. Il est également appelé à réunir les conditions d'émergence d'une économie diversifiée et compétitive, dont l'entreprise nationale sera la locomotive, notamment, les startup et les PME.

En tant qu'institution consultative et cadre de dialogue, de concertation, de proposition, de prospective et d'analyse, le Conseil est chargé notamment d'ériger et d'animer des espaces de dialogue, de concertation et de coopération avec les autorités locales, incluant aussi bien les exécutifs que les assemblées élues et favorisant l'inclusion territoriale, prévoit le décret présidentiel numéro 21-37 du 6 janvier 2021 portant composition et fonctionnement du CNESE.

Il doit, dans ce contexte, contribuer à l'organisation et à la facilitation du dialogue social et civil, ouvert à toutes les parties, assurer et favoriser la concordance et le rapprochement entre les différents acteurs économiques, sociaux et environnementaux, en associant les partenaires de la société civile, de sorte à concourir à l'apaisement du climat économique et social.

Le CNESE est chargé, en outre, d'initier ou de contribuer à toute étude visant l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques et d'évaluer les stratégies sectorielles. Sur le plan de la permanence du dialogue et de la concertation entre les partenaires économiques et sociaux nationaux, le CNESE est appelé à proposer et recommander au Gouvernement toutes mesures et dispositions d'adaptation ou d'anticipation des politiques publiques tenant compte des mutations et évolutions socio-économiques et environnementales en cours ou projetées. Il peut dans le cadre de ses missions, auditionner n'importe quel ministre de la République dans le but d'étayer ses analyses ou ses études. Le conseil est chargé par le président de la République d'assurer le rôle de médiateur entre le gouvernement et les opérateurs économiques.

L'autre mission confiée au CNESE a trait à la "saisine citoyenne". Qualifiée d'avancée "révolutionnaire", cette nouvelle mission marque l'implication des citoyens dans tous les processus de développement national. "C'est une manière de faire en sorte que la vie publique soit plus ouverte sur la société en instaurant un droit d'initiative populaire à travers les représentants de la société civile représentée au sein du Conseil", explique-t-on au CNESE.

Le décret présidentiel portant composition et fonctionnement du CNESE charge également le Conseil de favoriser la contribution de la communauté nationale à l'étranger à l'effort de développement national, aux plans économique et social, et celui visant la promotion du capital humain, en veillant à la mobilisation de l'expertise qu'elle recèle, tout en œuvrant à la prise en considération, par les pouvoirs publics, de ses doléances et préoccupations. Le CNESE est chargé, par ailleurs, d'émettre des avis sur les stratégies, programmes et plans de développement, les projets en relation avec les attributions du Conseil, ainsi que sur les projets de lois de finances, de formuler des avis sur les stratégies nationales visant à promouvoir l'émergence d'une économie durable, diversifiée et fondée sur la connaissance, l'innovation technologique et la digitalisation. Dans ce contexte, le Conseil, dirigé par Réda Tîr, est appelé à initier ou à contribuer à toute étude visant l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques dédiées au développement de l'économie nationale, et à procéder à la production périodique de rapports et avis relevant de ses domaines de compétence.

Président Tebboune: les membres du CNESE appelés à formuler des recommandations économiques "inédites"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a appelé les membres du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), qu'il a installés mardi à Alger, à concevoir des recommandations socioéconomiques et environnementales "nationales" et "inédites". Lors de la cérémonie d'installation, le Président Tebboune a mis en avant "le rôle important du Conseil", appelant ses membres à "formuler des recommandations nationales inédites sur toutes questions d'ordre économique, social ou environnemental, et de recourir aux compétences algériennes pour relancer l'économie nationale". Les orientations économiques, poursuit-il, changent d'un pays à l'autre, malgré l'existence de dénominateurs communs, expliquant qu'il n'est pas sans savoir que les sciences économiques figurent parmi les sciences humaines et sont donc liées à l'homme, aux civilisations, aux comportements, à la formation, aux modes de travail et à la consommation. C'est pourquoi, il n'est pas possible d'imposer une orientation économique à

un pays". Citant quelques expériences économiques de pays européens, à l'exemple de la Grèce, l'Italie et l'Allemagne, le chef de l'Etat a avancé que "rien n'oblige d'imposer des idées importées... il faudra, pour ce faire, compter sur des compétences algériennes, au fait de la situation, en mesure de l'analyser et d'y trouver des solutions". De même qu'il a souligné l'importance des questions environnementales dans le développement durable, d'où la nécessité de "les placer parmi les priorités dans chaque plan ou programme de développement". Le Président Tebboune a salué le rôle du CNESE, constitutionnalisés à la faveur de la révision de la Constitution de novembre 2020 avec l'intégration de la dimension environnementale, et qui se veut "un espace de concertation qui permet de cristalliser des outils scientifiques pour consacrer un nouveau modèle économique et proposer des recommandations susceptibles de préserver et de valoriser les acquis sociaux". Le Chef de l'Etat a souligné, dans ce cadre, son attachement à "la diversification de la compo-

sante du Conseil pour représenter les différentes régions du pays et inclure la Communauté algérienne à l'étranger, suivant les normes scientifiques acquises, en intégrant les compétences parmi les femmes et les jeunes de manière à appuyer le capital humain, et ce à travers la proposition de solutions et de recommandations pour promouvoir les politiques publiques".

Le président Tebboune a mis en avant le "rôle sensible du Conseil" en matière de débat et de cristallisation des nombreuses idées, outre les recommandations et orientations du gouvernement pour "garantir une meilleure gestion, sans aucun conflit institutionnel".

L'installation des membres du conseil s'inscrit dans le cadre de "la réforme globale des institutions entamée par la Constitution, l'Assemblée populaire nationale (APN) et le CNESE, en passant par l'Observatoire de la société civile, la Cour constitutionnelle, le Conseil supérieur de la jeunesse ainsi que toutes les institutions de l'Algérie nouvelle", a ajouté le Président de la République.

Les prochaines élections locales, une étape cruciale pour des "assemblées représentatives" (Président Tebboune)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a qualifié mardi à Alger les élections locales prévues le 27 novembre prochain d'étape cruciale qui permettra d'élire des "assemblées représentatives" à même de prendre en charge les préoccupations et les aspirations des citoyens. Présidant la cérémonie d'installation des membres du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), le Président Tebboune a précisé que "les élections locales prévues le 27 novembre prochain marqueront une étape cruciale du processus de redressement dont découleront des assemblées représentatives à même de prendre en charge les préoccupations et les aspirations des citoyens". L'installation du CNESE "entre dans le cadre des réformes institutionnelles globales" entamées par l'Etat, dont la révision de la Constitution, l'élection d'une nouvelle Assemblée populaire nationale et l'installation de l'Observatoire national de la société civile, du Conseil supérieur de la jeunesse et de la Cour constitutionnelle, a souligné le président de la République, souhaitant que ces réformes "contribuent à mener l'Algérie à bon port". Et d'ajouter que l'Etat "poursuivra l'adaptation des conseils et instances en place et l'installation des nouveaux", soulignant la nécessité d'orienter les efforts vers la relance socio-économique, de placer le dialogue à la base de toute démarche constructive et d'œuvrer à ce que le développement soit le couronnement d'un effort commun entre les secteurs public et privé au profit de tous.

Président Tebboune: réhabiliter le CNESE pour capter les compétences scientifiques

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi à Alger, que l'installation du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) cadrerait avec son engagement à réhabiliter cette instance pour "attirer les compétences scientifiques". Cette installation "est une consécration de notre engagement à réhabiliter le CNESE en l'érigeant en une instance captivante des compétences scientifiques, et reflétant l'exercice effectif de la démocratie", basée sur "l'association des différents acteurs socioéconomiques, ainsi que la société civile et les experts de divers spécialités dans la concertation nationale", a précisé le Président Tebboune lors de la cérémonie d'installation des membres du Conseil.

Il a rappelé, à cette occasion, son engagement, pris devant les citoyens, à réhabiliter cette instance en procédant à la consolidation et à l'élargissement de ses prérogatives pour devenir un instrument d'évaluation et de suivi, en appui aux autorités publiques, dans la prospection et l'évaluation des domaines économique, social et environnemental.

Cet espace de consultation "permettra de cristalliser les outils scientifiques à même de consacrer un nouveau modèle économique et formuler des recommandations susceptibles de préserver ou encore valoriser les acquis sociaux", a-t-il souligné. "Partant, nous avons veillé à ce que la composition

du conseil soit diversifiée et représentative des différentes catégories, spécialités et régions du pays et de la communauté algérienne à l'étranger", a affirmé le Président Tebboune. L'intégration de compétences parmi les femmes et les jeunes est venue renforcer le capital humain qui est à même de proposer des solutions et d'émettre des recommandations pour promouvoir les politiques publiques, a soutenu le président de la République. Et de rappeler la constitutionnalisation de ce conseil afin de lui permettre, a-t-il dit, de "s'acquitter de ses missions en tant qu'espace de dialogue et de concertation et mécanisme de prospection, d'analyse et de proposition concernant toutes les questions relevant de ses domaines de compétence". Le président de la République a présidé, mardi au Palais des Nations (Club des Pins), la cérémonie d'installation des membres du Conseil national économique, social et environnemental, en présence du président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, du président de l'Assemblée populaire nationale, Brahim Boughali, du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmène Benabderrahmane, du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, de membres du gouvernement, du président de l'Institution consultative, Réda Tîr, ainsi que de cadres supérieurs et de représentants des partenaires socio-économiques et de la société civile.

COVID19

L'Algérie a pris des mesures "décisives" pour atténuer les impacts socio-économiques (ministre)

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya a salué, lundi, les mesures "décisives" arrêtés par l'Algérie pour la gestion de la pandémie COVID-19 et l'atténuation de ses impacts socio-économiques, indique un communiqué du ministère.



Lors d'une allocution en visioconférence devant le Comité des experts du Fonds monétaire international (FMI) sur les répercussions de la pandémie COVID-19 sur le marché du travail et ses perspectives futures, le ministre a salué "les mesures décisives arrêtées par l'Algérie pour la gestion de la pandémie COVID-19 et l'atténuation de ses impacts socio-économiques sur les personnes et l'activité des entreprises", précise la même source.

"Dans le cadre de l'activation des mécanismes du dialogue social, notre pays a lancé des consultations tripartites élargies

sur la relance socio-économique pour préserver l'outil de production nationale et les postes d'emploi, conformément à la vision commune de l'Algérie et du FMI, notamment pour ce qui est de la préservation des vies, la protection de l'activité économique, le maintien des emplois et la préparation à la période post-crise", a indiqué M. Lahfaya. Evoquant "les mesures phares mises en place par le secteur du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale pour lutter contre la pandémie et les moyens mobilisés pour assurer la continuité de la dynamique du marché du travail,

soutenir l'emploi et résorber le marché parallèle", le ministre a souligné "l'efficacité des différents dispositifs mis en place pour atténuer les répercussions de la crise".

Dans le même contexte, le ministre a mis en avant les mesures décisives arrêtées par l'Etat pour relancer l'activité économique et accompagner les opérateurs économiques, notamment les mesures parafiscales incitatives pour la relance économique, décidées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant annulation des pénalités de retard du

versement des cotisations sociales".

Concernant le dialogue social, le ministre a souligné que "l'Etat œuvre sans relâche à l'accompagnement des partenaires sociaux à travers un dialogue social fondé sur une approche participative pour parvenir à un consensus durable en vue du maintien de la paix et de la stabilité sociales". Le gouvernement algérien ne ménage aucun effort en vue de l'atténuation des répercussions de la pandémie et la relance de l'activité économique, dans les meilleures conditions possibles", a-t-il assuré en conclusion.

INSERTION PROFESSIONNELLE DANS L'EDUCATION NATIONALE

Régularisation d'environ 19.000 cas jusqu'à mi septembre courant (ministre)

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abderrahmane Lahfaya a fait état lundi de la régularisation de 18.915 cas d'insertion, jusqu'à mi-septembre courant, des bénéficiaires du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et des contrats d'insertion des diplômés (CID) dans le secteur de l'Education nationale. Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une séance de travail tenue avec le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, M. Lahfaya a affirmé que le secteur de l'Education "est classé en deuxième position compte tenu du nombre des concernés par l'insertion, estimé à 104.406 inscrits, soit 30,16 %, indiquant qu'il a été procédé, jusqu'à mi-septembre courant, à "la régularisation de 18.915 cas, c'est-à-dire 12,18 % des concernés". "L'insertion dans le secteur de l'Education sera boostée par le recours aux postes budgétaires et à ceux autorisés par le Premier ministre, selon les procédures administratives prévues par la loi", a-t-il expliqué, faisant remarquer la coordination et la concertation établies entre les secteurs concernés dans le cadre du travail des commissions, lesquelles "ont permis de trouver des solutions en mesure de stimuler l'insertion et aplaier les obstacles qui l'entravent à l'échelle nationale". Le ministre a, par ailleurs, salué la contribution active des jeunes concernés au soutien des structures administratives et des services publics, d'où l'importance de "promouvoir les valeurs du travail et raffermir la confiance jeunes-institutions de l'Etat".

M. Lahfaya a appelé, dans le même contexte, à davantage de coordination et de collaboration entre les secteurs concernés par cette opération à caractère national et de dimension sociale afin "de supprimer les entraves avec l'ardeur qu'il faudra pour concrétiser les engagements du Gouvernement dans ce sens".

De son côté, M. Belabed a indiqué que le dossier d'intégration des bénéficiaires des deux dispositifs "est pris en charge comme il se doit au niveau de son département". Nous œuvrons à prendre en charge un maximum de bénéficiaires conformément aux orientations du président de la République, a-t-il dit.

Qualifiant l'intégration des bénéficiaires de ces dispositifs dans le secteur de l'Education de "démarche solidaire par excellence", M. Belabed a précisé que son secteur "intégrera près de 35.000 bénéficiaires des deux dispositifs en veillant à affecter les concernés dans les postes où il y a un besoin, notamment dans le cycle primaire". A noter que ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a procédé à la numérisation de l'opération d'intégration via une plateforme numérique opérationnelle comportant toutes les données se rapportant aux concernés, permettant un suivi minutieux. La séance de travail, à laquelle ont pris part des représentants de la Direction générale de la fonction publique et du ministère des Finances, le directeur général de l'emploi et de l'insertion, a été l'occasion de suivre l'évolution de l'opération d'intégration des bénéficiaires des deux dispositifs dans le secteur de l'Education nationale et de se pencher sur certaines entraves rencontrées afin de prendre des mesures en ce sens en vue d'assurer la réussite de l'opération d'intégration.

TOURISME

Les acteurs du tourisme invités à proposer des circuits touristiques thématiques (ministre)

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi, a invité, lundi, depuis la réserve naturelle du lac Tonga (35 km à l'Est d'El Tarf), les acteurs du secteur du tourisme à "proposer des circuits touristiques thématiques adaptés aux caractéristiques de chaque wilaya du pays". Présidant les festivités officielles de célébration de la journée mondiale du tourisme (27 septembre) en présence de la ministre de l'Environnement, Samia Moualifi, M. Hammadi a précisé que ces circuits touristiques thématiques doivent "refléter les atouts touristiques dont jouit l'Algérie dans les domaines culturel, écologique et historique".

Le ministre a également estimé impératif de "renforcer le développement touristique, la réalisation d'infrastructures et d'équipements par la mise en place de circuits de divers types touristiques en adéquation avec les spécificités de chaque wilaya", soulignant que le projet de ces circuits a été lancé depuis la wilaya d'El Tarf au travers d'une plateforme numérique d'un circuit d'écotourisme. Après avoir mis en exergue la grande importance attachée par le président de la République et le gouvernement à la relance du secteur touristique, M. Hammadi a relevé que son ministère a mis l'accent sur "le partenariat entre les deux secteurs public et privé pour accélérer le développement touristique en

Algérie". Il a également affirmé que le choix de la wilaya d'El Tarf comme première étape de ses visites de terrain, depuis sa désignation à la tête du secteur, s'explique par les immenses atouts touristiques de cette wilaya frontalière. Il a également noté que les atouts touristiques de cette wilaya sont en adéquation avec le thème de la célébration de la journée mondiale du tourisme à savoir "Le tourisme pour une croissance inclusive". Au cours de son inspection de la zone d'extension touristique de Messida dans la commune de Souarekh qui constitue l'espoir du tourisme dans la wilaya, selon

les explications données sur site, le ministre a lancé un appel aux investisseurs privés en Algérie pour se rapprocher de la direction régionale de l'Agence nationale du développement du tourisme à Annaba en vue de retirer le cahier des charges et bénéficier des perspectives prometteuses offertes par cette zone qui s'étend sur une surface globale de 565 ha.

Il a également souligné que 45 ha de cette surface peuvent accueillir 13 établissements hôteliers de diverses catégories pour une capacité d'accueil de 2.600 lits et générer 4.000 emplois. En

marge des festivités de la journée mondiale du tourisme, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a présidé en compagnie de la ministre de l'Environnement l'ouverture de la première édition du Festival virtuel algérien des vidéos de sensibilisation sur le thème de l'écotourisme et donné le coup du départ d'une caravane des guides touristiques pour visiter les circuits d'écotourisme de la wilaya. Les deux ministres ont visité une exposition dédiée aux produits touristiques regroupant des artisans et les organismes en relation avec les secteurs du tourisme et de l'environnement.

Coup d'envoi du Festival algérien virtuel des vidéos de sensibilisation à l'écotourisme (FAVVS)

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi et la ministre de l'Environnement, Samia Moualifi ont donné, lundi au niveau de la réserve naturelle de Tonga (Est d'El Tarf), de la 1ère édition du Festival algérien virtuel des vidéos de sensibilisation à l'écotourisme (FAVVS). Première du genre en Algérie, cette manifestation qui intervient à l'initiative de jeunes chefs de micro-entreprises et qui coïncide avec la célébration officielle de la Journée mondiale du tourisme, 27 septembre, a été lancée par les deux ministres en présence d'un nombre important d'acteurs et d'opérateurs des secteurs du Tourisme et de l'Environnement. Cette manifestation vise à choisir les meilleures vidéos de sensibilisation à l'écotourisme, selon ses initiateurs qui précisent que les inscriptions sont

ouvertes dès aujourd'hui jusqu'au 30 novembre prochain via la plateforme numérique. La proclamation des trois premiers lauréats devrait avoir lieu fin décembre 2021, selon les précisions des organisateurs, qui ont ajouté que le jury est composé de professionnels des médias, de l'environnement et du tourisme. Cette manifestation vise à réunir les créateurs de contenus, amateurs et professionnels, autour d'un projet constructif, qu'est "la sensibilisation aux nobles objectifs à caractère d'intérêt social que représente l'écotourisme, expliquent les organisateurs de ce festival qui "constitue un espace de découverte de talents et de jeunes algériens porteurs de messages positifs et constructifs tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays".

ILLIZI

Retrait de 28 formulaires de candidature aux élections locales (ANIE)

Vingt-huit (28) formulaires de candidatures aux élections locales du 27 novembre prochain ont été retirés dans la wilaya d'Illizi par des formations partisanes et des listes indépendantes, a indiqué mardi la délégation locale de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE).

L'ANIE a réceptionné à ce jour 28 formulaires de candidature pour le renouvellement des Assemblées locales, dont quinze (15) pour les Assemblées populaires communales (APC) et 13 pour l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a fait savoir à l'APS le délégué de l'ANIE, Mohamed Lakhdar Kara.

Dix (10) formations partisanes et cinq (05) listes indépendantes postulent pour les APC, contre dix (10) listes partisanes et trois (3) indépen-



dante pour l'APW d'Illizi, a-t-il précisé en signalant que l'opération se déroule dans de bonnes conditions d'organisation.

L'ANIE fait état, après clôture de la révision exceptionnelle du fichier électoral en prévision de ces élections, d'un électorat de 56.417 électeurs dans la wilaya d'Illizi, dont 7.448 nouvellement inscrits, après radiation de 6.472 inscrits pour divers motifs, notamment le décès et le changement de résidence.

GHARDAÏA

La nécessité d'inventorier les sites touristiques de chaque région mise en exergue

La nécessité d'inventorier et localiser les sites et monuments touristiques de chaque région ainsi que les mettre en valeur pour les promouvoir et les inclure dans les circuits touristiques, a été mise en exergue à Ghardaïa lors d'une rencontre sur le tourisme, organisée à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du tourisme. Initiée par le Forum national algérien des agences de voyage (FNAAV), en collaboration avec la wilaya de Ghardaïa, les organisateurs ont souligné l'importance et l'apport du tourisme à l'économie locale des régions réputées comme "destination attractive", à l'image de Ghardaïa, pour la relance de l'activité touristique et artisanale, source de revenus pour de nombreuses familles. Les membres du FNAAV ont valorisé les potentialités, aussi bien en matière de tourisme, d'artisanat local, de culture et de patrimoine, que d'activités économiques que recèlent les zones oasiennes, avec pour objectif la mise en place d'une stratégie de promotion et de communication intégrée pour drainer aussi bien les touristes que les investisseurs dans ce créneau porteur de richesse et créateur d'emplois.

Les participants à la rencontre ont appelé les professionnels du tourisme et les autorités locales à mettre en valeur les potentialités spécifiques de chaque région en vue de créer des circuits touristiques thématiques visant à satisfaire la curiosité d'une clientèle à la recherche de nouveauté.

"Les classiques cartes touristiques algériennes dans leur globalité ne ré-

pondent plus à la demande de la clientèle", a fait observer un tour-opérateur, insistant sur la nécessité de les actualiser et de rénover les circuits touristiques en introduisant un tourisme ciblé selon la région (tourisme environnemental, écologique, culturel, du désert, etc). Pour le secrétaire général du FNAAV, Kamel Chaib, cette manifestation se propose de soutenir et de développer des actions de promotion touristique, de repérage de nouveaux sites et circuits ainsi que le développement de nouveaux produits afin de redynamiser le secteur du tourisme, très affecté par la pandémie du Covid-19, et encourager l'investissement privé.

Elle est également une occasion de mettre en exergue les potentialités touristiques dont regorge la région de Ghardaïa, y compris la wilaya d'El-Menea, et qui en font une destination de renommée mondiale, grâce notamment au statut de la vallée du M'zab et le Ksar de Béni-Isguen, classés patrimoine universel par l'UNESCO, auxquels s'ajoute la zone humide d'El-Menea avec sa flore et sa faune, classée zone humide d'importance internationale par la convention de Ramsar. Grâce à son patrimoine matériel architectural atypique et immatériel légué par les aïeux, Ghardaïa s'est taillée une place de choix en tant que destination prisée aussi par des chercheurs, des universitaires et des touristes internationaux, a fait savoir M. Chaib, également propriétaire d'une agence de voyage.

"La région de Ghardaïa regorge de

potentialités touristiques d'une grande portée historique et culturelle où le tourisme rime avec patrimoine", a-t-il ajouté. L'existence d'un patrimoine ancestral, architectural et culturel riche et d'un secteur artisanal florissant, ainsi que des paysages naturels encore vierges, confère à la région, y compris la wilaya d'El-Menea, une place de choix parmi les grandes destinations de par le monde, a rappelé le secrétaire général du FNAAV. Pour les responsables des agences de voyage du sud du pays, Ghardaïa avait contribué pleinement au rayonnement du secteur touristique, en s'imposant par son architecture atypique, son authenticité et son originalité, comme une étape incontournable dans les différents circuits et excursions proposés aux visiteurs du sud.

Selon les spécialistes, ce potentiel énorme, ajouté au renforcement des infrastructures de base, le désenclavement des zones reculées, l'amélioration des conditions de vie des populations locales et la promotion des produits du terroir, générera une valeur ajoutée à la région et sera en mesure de drainer un nombre de touristes internationaux.

Lors de cette rencontre, qui a regroupé les différents acteurs et professionnels du tourisme de différentes régions du pays, les participants ont estimé que davantage d'efforts doivent être entrepris, tout particulièrement sur les plans de la formation des ressources humaines et de la promotion et publicité sur les différentes destinations, pour la relance du tourisme en Algérie.

EL-MEGHAÏER

Vers le raccordement de 1210 logements au réseau de fibre optique

Au moins 1.210 logements vont être raccordés au réseau de fibre optique (FTTH) à travers la wilaya d'El-Meghaïer, a annoncé mardi la direction opérationnelle d'Algérie-Télécom d'El-Oued à laquelle elle est encore rattachée. Dans le cadre de cette opération, une campagne de promotion commerciale sur ce support technique moderne de télécommunications (téléphonie fixe et internet) a été lancée cette semaine par l'entreprise à travers les différentes communes de la wilaya, a indiqué le directeur opérationnel d'El-Oued, Bachir Lamamra. Pour M.Lamamra, cette campagne d'information constitue un moyen "efficace" de communication entre l'entreprise et le client, en vue de faire la promotion commerciale de cette technologie moderne et faire connaître au public les avantages de ce nouveau produit en matière de qualité des prestations. Cette action de proximité cible, dans sa première phase, quatre quartiers d'habitation au centre-ville d'El-Meghaïer, et s'étendra par la suite aux autres quartiers des huit communes de la wilaya, en application de la stratégie d'Algérie-Télécom visant l'amélioration de ses prestations et la prise en charge des attentes de ses clients, a-t-il ajouté. En marge de cette campagne de promotion commerciale, devant s'étaler sur quatre jours, l'entreprise a entamé la mise en place de points de vente de proximité des lignes FTTH (Fiber to the home) de téléphonie fixe et internet au niveau des quartiers ciblés, en vue de rapprocher les prestations du client.

EL BAYADH

Lancement de la première édition du camp des agences de voyage

Le coup d'envoi de la première édition du camp des agences de voyage, organisée dans le cadre de la célébration de la journée internationale du tourisme, a été donné lundi à la maison de la culture "Mohamed Belkheir" de la ville d'El Bayadh.

Cette manifestation, dont l'ouverture a été présidée par la secrétaire générale de la wilaya, Boukhedmi Salima et organisée par la direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial en collaboration avec la direction de la culture et des arts, la chambre de l'artisanat et des métiers, enregistre la participation de 45 agences touristiques des wilayas du pays adhérentes à l'Association nationale des agences de voyage, en plus d'agences locales de tourisme. Cette édition enregistre aussi la participation des secteurs de la formation professionnelle, des forêts, des dispositifs d'emploi de jeunes. Portant le slogan "Ensemble pour découvrir d'autres destinations de notre vaste Sahara", elle vise la promotion du tourisme interne par l'organisation des virées touristiques quatre jours durant à travers plusieurs régions de la wilaya, a indiqué le directeur local du secteur, Khouna Abderrahmane. Les participants visiteront la région de Brizina réputée pour ses sites touristiques importants dont "Ksar Bent El Khas", "El Gor", l'oasis de Brizina, l'ancien Ksar de la région d'El Ghassoul, le siège de la zaouia Chikhia de la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, la région des Hammamata, le ksar et l'oasis de Arbouet et les ksours de Chellala. Cette manifestation sera clôturée par la visite de Ksar de Bousseghoum connue par le Ksar El Asaad, l'abri du saint-patron Sidi Ahmed Tidjani et la palmeraie de la commune de Bousseghoum. Par ailleurs, à l'occasion de la journée mondiale du tourisme, une convention cadre a été signée entre les directions du tourisme, de l'artisanat et du travail familial et de la culture et des arts en vue d'un travail conjoint et une collaboration pour la promotion touristique de la région. Plusieurs décisions d'agrément ont également été remises à des agences de tourisme locales et plusieurs expositions ont été organisées mettant en exergue les potentialités que recèle la wilaya d'El Bayadh dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, avec un espace réservé aux start-ups et divers dispositifs d'emploi des jeunes.

RELIZANE

Visite de promotion touristique au profit des représentants des médias

Une visite de promotion touristique a été organisée, lundi dans la wilaya de Relizane, au profit des représentants des médias, à l'initiative de la direction du tourisme, de l'artisanat et du travail familial.

Ce voyage, coïncidant avec la journée mondiale du tourisme, organisé en collaboration avec l'Office national du tourisme, vise à faire connaître les principaux sites touristiques dont dispose la wilaya de Relizane.

Il a permis de mettre en exergue les produits artisanaux locaux, à l'instar de la poterie, de la sculpture sur bois, de tapisserie (tapis d'El Kalaa), de textile et de produits fabriqués à base de Doum (palmier nain) et d'alfa ainsi que l'art culinaire (plats et gâteaux traditionnels).



Les représentants des médias ont effectué, à l'occasion, un circuit touristique dans la wilaya, lequel leur a permis de découvrir ce dont recèle la région comme sites touristiques, à l'instar de "Kalaat Sidi Rached" et la "Medersa du

Fig'h" de Mazoua.

Le chargé d'études à l'Office national du tourisme, Fayçal Chelmouh a indiqué, à l'APS, que "le but de cette initiative est de faire la promotion du tourisme dans la wilaya de Relizane, faire

connaître, valoriser et promouvoir les atouts touristiques de la région, de même que la commercialisation du produit touristique, l'encouragement et la réactivation des échanges entre différents acteurs dans ce domaine".

Pour sa part, la directrice locale du tourisme, de l'artisanat et du travail familial, Linda Merabet a fait savoir que ce voyage de découverte touristique a vu la participation des directions du tourisme, de l'artisanat et du travail familial et de la culture, de la conservation des forêts, de la chambre de wilaya des métiers et de l'artisanat et de la maison de la culture "M'hamed Issiakhem" de Relizane à travers une exposition de produits artisanaux de la wilaya.

INDUSTRIE

La SAFAV-MB livre 670 véhicules à des instances et entreprises publiques et privées

La Société algérienne de fabrication de véhicules de marque Mercedes Benz (SAFAV-MB) d'Aïn Bouchekif (wilaya de Tiaret), relevant du ministère de la Défense nationale, a livré, lundi, 670 véhicules multifonctions à des instances et entreprises publiques et privées, a-t-on constaté.

Le Directeur général par intérim de SAFAV-MB, Karim Kharoubi a indiqué que la société a livré 670 véhicules utilitaires Sprinter et véhicules légers multifonctions à des instances et entreprises publiques et privées, parmi lesquelles la Direction centrale du matériel relevant du ministère de la Défense nationale, qui a acquis 385 véhicules.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), la Direction générale de l'administration pénitentiaire, l'Entreprise nationale des services aux puits, les wilayas de Tiaret, Oran, Nâama et les communes de Blida et Frenda, en plus de l'Association des oulémas musulmans (antenne d'Aïn El-Beïda de la wilaya d'Oum Bouaghi) et des privés ont également réceptionné des véhicules de la société, a précisé le même responsable, ajoutant que la SAFAV-MB offre ses services aux différentes entreprises et personnes physiques qui veulent acquérir un véhicule de marque Mercedes Benz.

Karim Kharoubi a fait part également de l'ouverture d'unités relevant de la société de distribution et des services après-vente des véhicules Mercedes Benz à Annaba, Alger, Oran et Hassi Messaoud, en plus des points sis à Alger et Tiaret, annonçant l'ouverture de deux autres à Ouargla et Sétif, avant la fin de l'année en cours. De son côté, le Directeur général de SAFAV-MB, le général Smail Krikrou a indiqué, dans son allocution, que la société a produit et commercialisé plus de 16,500 véhicules utilitaires de type Sprinter et 10,300 de type "Class C", soit 26.800 véhicules au total depuis son inauguration en octobre 2014, ajoutant que le secteur de la santé bénéficie d'environ 60 ambulances par mois. Le général Krikrou a aussi souligné que SAFAV-MB a maintenu sa production durant la conjoncture marquée par la crise du covid-19 en réalisant entre 26% et 100% de son programme tracé, grâce aux efforts de ses travailleurs et au respect du protocole sanitaire, ainsi que la vaccination de 50% des travailleurs en coopération avec les services de la direction de la santé. Le colonel Mohamed Hassani, chef du service central du matériel relevant de la Direction centrale du matériel a déclaré que la direction centrale concernée a réceptionné 385 véhicules, dans le cadre de contrats signés entre le ministère de la défense nationale et la Société algérienne de fabrication de véhicules de marque Mercedes Benz pour l'acquisition de matériel de haute qualité, dans l'objectif de promouvoir la production nationale.

ENERGIE

M. Arkab s'entretient avec des experts du FMI sur les perspectives de développement du secteur

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu lundi, avec des experts du Fonds monétaire international (FMI), sur les perspectives de développement du secteur, a indiqué un communiqué du ministère.

Ces discussions, tenues par vidéoconférence, ont eu lieu dans le cadre des consultations annuelles du FMI, au titre de l'article 4 des statuts de cette institution, a précisé la même source. Les discussions ont porté essentiellement sur la nouvelle loi sur les hydrocarbures, les perspectives de développement, de partenariat et de

d'investissement dans le domaine des hydrocarbures, ainsi que sur le développement du secteur minier et des énergies renouvelables.

M. Arkab a également évoqué l'impact des accords de l'Opep sur les nouveaux contrats d'exploration et production d'hydrocarbures, ajoute le communiqué.



RÉVISION DES PRIX DE RÉFÉRENCE DES ENGRAIS 20% d'augmentation à partir du 1^{er} octobre (Hamdani)

La mesure de révision et d'ajustement des prix de référence des engrais de 20% entrera en vigueur le 1^{er} octobre, a annoncé lundi à Alger le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani. Cette décision vise à soutenir les agriculteurs, notamment dans la filière céréalière, et à réduire les charges de production pour un meilleur rendement. "Ces mesures vont permettre aux agriculteurs d'entamer la campagne labours semences dans les meilleures conditions" a déclaré le ministre en marge de la cérémonie de signature de deux conventions cadres entre l'Office Algérien

Interprofessionnel des Céréales (Oaic), le Groupe Industriel Engrais et Produits Phytosanitaires "Asmidal", le groupe agrologistique "Agrolog" et la société Agroalimentaire Activité "AAA-Spa", filiale de Sonatrach. La convention signée est la troisième mesure prise par le secteur, "Asmidal" étant éligible en vertu de ce document au crédit R'fig et pourra proposer des prix compétitifs aux agriculteurs. A ce propos, le ministre s'est dit optimiste quant à la réalisation d'une bonne récolte céréalière cette année tout en arrêtant l'importation du blé dur dans les années à venir, notant que "l'Algérie

ne se contentera pas de cette production, mais apportera un soutien fort aux agriculteurs en matière des céréales, en concrétisant de la décision du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de réduire les importations."

Selon M. Hamdani, le groupe "Asmidal" joue un rôle majeur sur le marché national, compte tenu du développement de sa gamme de produits, aux côtés d'autres entreprises, publiques et privées, activant dans le domaine de la production d'engrais, où les facteurs de prix, de qualité et d'abondance restent décisifs pour la sélection.

ALGÉRIE-UE

Le projet WES lance des formations sur l'économie verte et circulaire

Le projet Water and Environment Support (WES), financé par l'Union européenne, vient de lancer des formations sur l'économie verte et circulaire au profit des acteurs nationaux en Algérie, a indiqué lundi, un communiqué des responsables de ce projet.

"Reconnaissant l'importance de créer une masse critique de jeunes entrepreneurs bien formés pour renforcer l'économie circulaire et l'entrepreneuriat vert en Algérie et en réaction à la demande du ministère de l'Environnement et des acteurs nationaux concernés, le projet WES offre ses services pour renforcer la capacité de formation du pays dans le secteur universitaire supérieur", est-il indiqué dans le communiqué.

Ainsi, le projet fournira un

cours académique pour la "formation des formateurs", en commençant par les enseignants universitaires et les jeunes étudiants sur l'entrepreneuriat vert et l'économie circulaire de la Faculté de technologie de l'Université de Boumerdes (département de Génie des procédés, département de Génie de l'environnement), agissant comme un pilote.

"Grâce à la collaboration du projet WES avec le Conservatoire national des formations à l'Environnement (CNFE) et l'université de Boumerdes, un réseau national de formation universitaire devrait être développé sur l'économie verte et circulaire, qui est également étroitement liée à la consommation et à la production durables", explique la même

source. Rappelant que l'Algérie a pris, au cours des dernières années, des mesures "impératives" pour passer stratégiquement à l'économie verte, protéger l'environnement et améliorer l'environnement des affaires, afin de se rapprocher de ses objectifs de croissance économique et de développement durable, le communiqué souligne que cette stratégie a été "pertinente" a été saluée par M. Stefano Corrado de la DG UE en Algérie, lors du lancement en ligne de l'activité du WES sur l'économie circulaire et l'entrepreneuriat le 16 septembre dernier.

Lors de cette réunion, la directrice générale du CNFE et point focal du WES en Algérie, Malika Bouali, a présenté le

contexte national de l'activité lancée, en soulignant que le gouvernement algérien a fixé des objectifs "verts" spécifiques à atteindre. L'un d'entre eux est le premier incubateur d'entrepreneuriat vert qui a été lancé à Alger en juin dernier. "Nous sommes convaincus", a-t-elle ajouté, que l'adoption de lois et d'initiatives institutionnelles contribuera au développement de l'esprit entrepreneurial". Pour rappel, le projet WES est un projet régional mettant l'accent sur les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Il vise à protéger l'environnement et à améliorer la gestion des ressources en eau rares dans la région méditerranéenne, en s'attaquant aux problèmes liés à la prévention de la pollution et à l'utilisation rationnelle de l'eau.

ORAN

Création de plus de 1.300 postes d'emploi en artisanat en 2021 (chambre)

La chambre d'artisanat et des métiers de la wilaya d'Oran prévoit la création de plus de 1.300 nouveaux emplois cette année dans diverses activités d'artisanat, a-t-on appris lundi auprès de son directeur, Khalid Tahraoui. Le nombre de postes créés dans les huit derniers mois a atteint 947 postes en artisanat, a souligné Khalid Tahraoui en marge de l'inauguration d'une exposition d'artisanat artistique, organisée à la maison de l'artisanat à hai Ebs-sabah à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du tourisme, signalant que 1.289 nouveaux postes ont été créés l'an dernier. Pas moins de 572 artisans nou-

veaux inscrits ont été recensés au niveau de la chambre dans les huit derniers mois dont 168 postes en artisanat artistique, 132 en fabrication de produits et 272 en artisanat de services. Dans le même contexte, M.Tahraoui a indiqué que le nombre d'artisans inscrits au niveau de la chambre augmentera d'ici la fin de l'année en cours grâce aux procédures d'allègement des dossiers liés à l'opération d'obtention de la carte d'artisan, signalant que le nombre d'artisans enregistrés au cours de l'année écoulée a atteint 733 artisans dans diverses spécialités d'artisanat. Par ailleurs, l'année en cours a vu l'ins-

cription de deux nouvelles activités, la première liée à la conservation des fruits et la seconde à la fabrication du savon. La majorité des artisans qui pratiquent ces deux spécialités ont un niveau universitaire, selon le même responsable. Quelque 30 artisans d'Oran ont participé à cette exposition pour mettre en exergue leurs performances artistiques et leur savoir-faire dans le domaine de l'artisanat liée au tourisme, hôtellerie et la restauration. Un espace est réservé au Comité d'organisation des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en juin 2022.

APS

NAAMA

Prévision de plus de 7.500 quintaux de fourrage de maïs (DSA)

Une récolte estimée à 7,560 quintaux de fourrage de maïs est attendue dans le cadre de la campagne d'automne, qui sera lancée prochainement dans la région d'Aïn Benkheilil (wilaya de Naama), a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Lors d'une journée de vulgarisation organisée par la section de l'institut technologique des grandes cultures de Saïda au profit des agriculteurs du périmètre de Hassi Rezaïna sur "le processus technique de la culture de grains de maïs et le fourrage", les services de la DSA ont souligné que cette variété est cultivée au niveau de zones riches en ressources hydriques souterraines de la wilaya, à l'instar des communes d'Aïn Benkheilil et Sfisfisa sur une superficie globale de 140 ha. Les indicateurs de la DSA montrent qu'une bonne récolte est prévue avec un rendement de plus de 180 quintaux à l'hectare de fourrage de maïs cultivé avec des méthodes d'irrigation à pivot sur une surface de 40 ha dans la commune d'Aïn Benkheilil. La DSA a mobilisé tous les moyens d'accompagnement des agriculteurs pour la réussite de la cueillette de ce fourrage pour l'alimentation du bétail, notamment les vaches laitières. L'Office national de l'alimentation du bétail (ONAB) accompagne huit producteurs de la wilaya de Naama qui ont adhéré au programme de la culture du maïs à la saison 2021-2022, qui bénéficient de mesures incitatives visant à encourager la production nationale en ce type de cultures. Ces agriculteurs bénéficient du soutien réservé à l'achat des semences et autres intrants pour la production pour vendre leurs récoltes de maïs à l'ONAB à 5.000 DA le quintal. Une durée de 72 heures après le dépôt de la récolte est fixée pour verser les dus aux agriculteurs, a-t-on fait savoir.

PÉTROLE

Le prix du Brent passe au-dessus de 80 dollars le baril

Le cours du pétrole a bondi en Asie mardi matin en raison des attentes d'une hausse de la demande et des inquiétudes concernant l'offre, tandis que le monde sort lentement de la pandémie.

Le prix du Brent a grimpé de 0,9% dans les échanges asiatiques matinaux pour atteindre 80,24 dollars, son plus haut niveau depuis octobre 2018, tandis que West Texas Intermediate a gagné 0,9% à 76,07 dollars.

Avec le déploiement des vaccins et l'assouplissement des mesures de confinement cette année, les paris sur la demande d'or noir ont grimpé en flèche, tandis qu'une pénurie d'énergie dans l'hémisphère nord a fait grimper les prix du gaz naturel à leur plus haut niveau depuis sept ans, avec des répercussions sur le marché pétrolier. Dans le même temps, les stocks de brut ont diminué et l'augmentation



de la production de l'Opep et d'autres gros producteurs dont la Russie n'ont pas suffi pas à tempérer la hausse des

matières premières. "Il semble que la course vers le pétrole ait encore du souffle", a déclaré John Driscoll, analyste

chez JTD Energy Services, ajoutant ne pas encore voir de preuve que celui-ci ait atteint son pic.

Cette progression intervient alors même que la reprise économique mondiale montre des signes de ralentissement en raison de problèmes dans les chaînes d'approvisionnement et dans un climat d'inquiétude concernant le variant Delta, qui entraîne un pic d'infections dans plusieurs pays. Les prix ont grimpé en flèche depuis les jours sombres du début de l'année dernière, lorsque des blocages dans le monde entier ont frappé la demande et fait plonger le prix du Brent à 16 dollars et le WTI en territoire négatif.

QATAR

Qatar Airways reçoit 2,5 mds EUR d'aide de l'Etat après des pertes énormes

Qatar Airways a annoncé lundi avoir reçu 2,5 milliards d'euros d'aide de l'Etat pour faire face à la chute du trafic aérien mondial due à la pandémie et compenser des pertes imputées à l'immobilisation des appareils au sol.

La compagnie aérienne a annoncé une perte annuelle globale de 3,5 milliards d'euros au 31 mars, soit le double de la perte subie lors de l'exercice précédent. Sans compter le coût de l'immobilisation de ses Airbus A380 et A330, la compagnie a annoncé une perte d'exploitation de 195 millions d'euros pour l'année, par rapport à 264 millions d'euros l'année précédente. La compagnie aérienne du Qatar a néanmoins connu une légère

augmentation de ses revenus et une croissance de 4,6% du volume de fret transporté au cours des 12 derniers mois. En septembre 2020, Qatar Airways avait annoncé avoir reçu 1,7 milliard d'euros d'aide de l'Etat après avoir affiché des pertes annuelles représentant plus de 50% de son capital social. "Nous avons adapté l'ensemble de nos opérations commerciales afin de répondre aux restrictions de voyages, qui ne cessent d'évoluer, et nous n'avons jamais interrompu nos vols", a déclaré Akbar al-Baker, directeur général de Qatar Airways. Les douze derniers mois ont été "difficiles", a-t-il déclaré dans un communiqué.

"Si notre société n'a reçu aucune subvention sous forme de soutien aux

salaires ou de dons, le gouvernement qatari a fourni une injection de fonds propres de 11 milliards de riyals (2,5 milliards d'euros) pour soutenir la pérennité de l'entreprise", a-t-il poursuivi. Les résultats annoncés lundi sont les premiers donnés pour une année entière depuis que les Emirats arabes unis -- qui représentent un marché clef pour la compagnie qatarie -- ainsi que l'Arabie saoudite, l'Egypte et Bahreïn ont mis fin à leur boycott du Qatar. Accusant le Qatar de soutenir des mouvements extrémistes et d'être trop proche de l'Iran, ces pays avaient lancé leur boycott en juin 2017. Qatar Airways est la deuxième compagnie aérienne du Moyen-Orient après Emirates, basée à Dubaï.

AGRICULTURE

Chicago : le maïs au plus haut depuis un mois, l'avoine proche d'un record

Les cours du maïs ont bondi lundi, pour atteindre leur plus haut niveau depuis fin août, soutenus par de bons chiffres d'exportations américains ainsi que par les cours du pétrole, en pleine ascension. Ceux de l'avoine ont aussi fortement grimpé.

Pour Michael Zuzolo, président du cabinet Global Commodity Analytics and Consulting, l'envolée des prix du pétrole "est au cœur" de l'accélération de ceux du maïs. Lundi, le baril de Brent de la mer du Nord pour échéance en novembre a frôlé les 80 dollars, qu'il n'a plus atteint depuis octobre 2018.

La céréale a aussi, selon l'analyste, suivi l'escalade d'une autre matière première agricole, l'avoine, qui a terminé lundi à un souffle de son record absolu (6 dollars en mars 2014), à 5,8650 dollars le boisseau (environ 14,5 kg).

Principalement produit dans les Etats du centre-nord des Etats-Unis, le Dakota du Nord et du Sud, le Minnesota et Wisconsin, l'avoine a souffert, cette saison, de la vague de chaleur

qui a frappé notamment les deux Dakota. Le ministère américain de l'Agriculture (USDA) table sur une production inférieure de 36% à celle de l'an passé. Il est si rare que le cours de l'avoine soit supérieur à celui du maïs, les deux céréales présentant, selon Michael Zuzolo, une forte corrélation en matière d'évolution de leur prix.

Le maïs a aussi bénéficié de l'annonce, par l'USDA, de chiffres d'inspection hebdomadaire des exportations en

forte hausse (+28%) par rapport à la semaine dernière, en partie attribuée au redémarrage des installations de la région de la Nouvelle-Orléans, dont certaines ont vu leur fonctionnement perturbé par le passage de l'ouragan Ida, fin août. Toujours en ce qui concerne les exportations, l'USDA a annoncé lundi une commande massive de 334.000 tonnes de soja américain par la Chine, premier importateur mondial, ce qui a soutenu les cours, qui ont terminé

en légère hausse.

Le blé a fini en léger repli. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en décembre a clôturé en baisse de 0,20% à 7,2225 dollars contre 7,2375 dollars vendredi. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en décembre a terminé à 5,3950 dollars contre 5,2675 dollars, en hausse de 2,42%. Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en novembre a conclu à 12,8750 dollars contre 12,85 dollars, soit une hausse de 0,19%.

PALESTINE

Le tourisme a perdu plus d'un milliard de dollars depuis le début de la pandémie, selon un rapport

Les pertes enregistrées par le secteur du tourisme en Palestine ont dépassé le milliard de dollars américains depuis le début de la pandémie de COVID-19, selon un rapport officiel publié lundi à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme. Le rapport, publié conjointement par le Bureau central palestinien des statistiques et le ministère du Tourisme et des Antiquités, indique que les performances du secteur du tourisme en Palestine ne cessent de se détériorer en raison du coronavirus, en particulier dans la ville cisjordanienne de Bethléem. Selon le rapport, 77,2 % des clients des hôtels de Cisjordanie sont des Arabes israéliens, 22,5 % des citoyens cisjordanien, et seulement 0,3 % des touristes étrangers. "Bien que le gouvernement palestinien ait assoupli les mesures de précaution et les restrictions liées au coronavirus et permette désormais à tous les secteurs de reprendre des activités normales, le secteur du tourisme souffre toujours, notamment à Bethléem", ajoute le rapport.

PÉNURIE D'ESSENCE AU ROYAUME-UNI

Le gouvernement appelle l'armée à se tenir prête

Le Royaume-Uni a demandé lundi à son armée d'être prête à venir en aide dans la crise des carburants en cours dans le pays, après un week-end où les Britanniques inquiets se sont rués dans les stations-service, en laissant beaucoup à sec.

"Un nombre limité de chauffeurs de camions-citernes militaires doivent être prêts à intervenir et déployés si nécessaires pour stabiliser l'approvisionnement en carburant", a déclaré dans la soirée le ministère de l'Énergie dans un communiqué. Les pénuries d'essence au Royaume-Uni se sont encore aggravées lundi, toujours sous l'effet d'"achats de panique" d'automobilistes inquiets. Partout à travers le pays, les panneaux "plus d'essence" ou "hors service" se multiplient près des pompes à essence, avec notamment environ 30% des stations du géant BP touchées par des pénuries de carburant. Certains médias britanniques ont publié des vidéos de conducteurs à cran en venant aux mains près des pompes, par peur de tomber en panne ou de ne pouvoir aller travailler.

Si les organisations médicales sonnent l'alarme sur les difficultés des soignants à se déplaier pour aller voir leurs patients, certaines écoles envisagent de repasser en enseignement à distance si le problème persiste. Selon la PRA, l'une des associations de distributeurs de carburants, jusqu'àux deux-tiers de ses membres (5.500 sites indépendants sur un total de 8.000 stations dans le pays), étaient à court de carburant dimanche, "les autres presque à sec". Mais l'association dit s'attendre à "un possible relâchement de la demande et une normalisation des stocks dans les jours à venir".

Lundi, les représentants du secteur ont de nouveau voulu rassurer en affirmant qu'il y a "plein de carburant dans les raffineries britanniques". La situation rappelle des rationnements d'essence pendant la crise énergétique des années 70, ou un blocage des raffineries qui a paralysé l'activité du pays pendant des semaines au début des années 2000. La crise a démarré en milieu de semaine dernière après qu'un rapport confidentiel de BP au gouvernement a fuit, décrivant quelques dizaines de stations-service qui fermaient par manque de carburant, comme l'a regretté un représentant de la PRA. Des achats de panique se sont aussitôt emballés à travers le pays et une majorité de stations-service sont à présent concernées.

Les pénuries d'essence ou diesel sont initialement dues au manque de chauffeurs de camions pour l'acheminement des terminaux de stockages vers les pompes. Le problème touche aussi les rayons des supermarchés, les fast-foods, les pubs, les marchands de vélos, entre autres, qui déplorent des retards de livraisons et stocks épuisés sur certains produits.

Le manque de chauffeurs routiers dure depuis plusieurs mois à cause de la pandémie et du Brexit combinés, le parti travailliste accusant le gouvernement conservateur de Boris Johnson de s'être "endormi au volant" et ne pas être intervenu avant. Les confinements ont incité certains conducteurs européens à rentrer dans leur pays, et des dizaines de milliers d'autres n'ont pu passer leur permis poids lourds à cause des centres d'examen fermés pendant des mois. Le Brexit complique par ailleurs les procédures migratoires là où les travailleurs européens circulaient auparavant librement. Le gouvernement nie toutefois l'impact du Brexit dans la crise actuelle, affirmant que les pays européens aussi font face à des pénuries de chauffeurs, mais la fédération britannique du transport routier en fait l'une des causes principales du problème, d'après un rapport publié le mois dernier. En quête de solutions, Londres s'est résolu samedi à amender sa politique d'immigration post-Brexit et à accorder jusqu'à 10.500 visas de travail de trois mois pour pallier le manque de conducteurs de camions mais aussi de personnel dans des secteurs clés de l'économie comme les élevages de volailles. La fédération British Poultry Council salue ces mesures mais espère que ce ne sera pas "trop peu trop tard". BP pour sa part avertit qu'il faudra "du temps au secteur pour renforcer les livraisons et reconstituer les stocks".

ENVIRONNEMENT

Vaste campagne de nettoyage à Oran : collecte de 2 150 tonnes de déchets

Une vaste campagne de nettoyage visant à assainir l'environnement dans la wilaya d'Oran, qui entame sa quatrième semaine, a permis la collecte de plus de 2.150 tonnes de déchets jonchant les espaces publics, a indiqué le directeur de l'entreprise publique chargée de la gestion des centres d'enfouissement technique de la wilaya (EPIC CET Oran), Rachid Hammache.

Toutes les directions techniques de la wilaya, dont celles de l'environnement, de l'urbanisme et de l'hydraulique, et plusieurs entreprises publiques et privées, en plus d'associations prennent part à cette grande campagne, lancée le 11 septembre en cours, en mobilisant leurs moyens matériels et humains, a-t-on rappelé.

"Quelque 200 rotations ont été effectuées en trois samedis consécutifs", a précisé M. Hammache, ajoutant qu'il s'agit de déchets de différentes natures (plastiques, déblais, bois, textiles et autres) récupérés dans des points noirs, dans des places publiques, des jardins, des quartiers ou encore sur les bords des routes et acheminés vers les centres d'enfouissement technique.

De son côté, la directrice locale de l'Environnement, Samira Dahou, a indiqué que chaque samedi, des sorties sont organisées pour éradiquer les points noirs de la ville, qui "se comptent par centaines".

"La campagne, qui vise à éradiquer les dépotoirs sauvages des déchets, risque de s'étaler encore sur quelques semaines car, ces points noirs sont localisés presque partout", a affirmé Mme Dahou, appelant la population à faire plus d'effort en matière de gestion de leurs déchets ménagers et inertes.

DIRECTION DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ DE GUÉ DE CONSTANTINE (ALGER) Plus de 5,8 mds de DA de créances à fin août

Les créances détenues par la Direction de distribution d'électricité et de gaz de Gué de Constantine auprès de ses clients ont dépassé les 5,8 mds DA à la fin du mois d'août dernier, a indiqué lundi un communiqué de cette Direction relevant de la Société de distribution d'électricité et de gaz (SADEG), filiale du groupe Sonelgaz.

Ces créances sont réparties entre clients ordinaires à hauteur de 3,57 mds DA, secteur économique pour 0,53 milliard de DA, Administrations et Communes de 1,1 milliard de DA outre 0,58 milliard de DA au titre de coûts de raccordement.

Dans ce contexte, la Direction a indiqué avoir lancé une large campagne ?? ciblant les différentes catégories de débiteurs, en coordination avec les agences commerciales et les circonscriptions de l'électricité et du gaz, en vue du recouvrement de ces créances qui entravent l'avancement des projets et programmes inscrits dans le Plan de développement des réseaux d'électricité et de gaz.

Par ailleurs, la Direction oeuvre à l'intensification des campagnes de sensibilisation pour la rationalisation de la consommation d'énergie et la lutte contre le gaspillage, tout en vulgarisant les différents moyens de paiement et les facilités disponibles pour le règlement aisé des créances cumulées à la charge de ses clients, conclut la même source.

APS

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Vers une révision à la hausse des amendes imposées aux auteurs d'accidents graves de la circulation

Les amendes imposées aux auteurs des accidents graves de la circulation, à l'instar des motocyclistes, impliqués dans 30% des accidents de la circulation enregistrés durant les sept premiers mois de 2021, seront revues à la hausse.

Dans une déclaration à l'APS, la porte-parole de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), Mme Fatma Khellaf a révélé la révision en cours du Code de la route, notamment son volet relatif aux amendes imposées aux auteurs des accidents graves de la circulation, à l'instar des conducteurs de motocyclettes, des véhicules impliqués dans 30 % des accidents de la circulation enregistrés durant les sept premiers mois de 2021. En effet, les deux-roues sont impliqués ces dernières années dans un grand nombre d'accidents, alors qu'ils ne représentent que 1,83% du parc national des véhicules. Pour Mme Khellaf, ce phénomène est principalement dû au non-respect des règles de conduite par les motocyclistes, pour la plupart des adolescents en quête d'aventure et de sensa-

tions fortes. Ces jeunes, pour qui la motocyclette est une véritable source d'épanouissement, conduisent à grande vitesse et vont même jusqu'à faire des exhibitions, en faisant fi des règles de sécurité. Ce type de véhicules est à l'origine du plus grand nombre d'accidents de la circulation, car ne disposant pas de système de protection à l'instar des véhicules, qui eux sont dotés d'une ceinture de sécurité et d'airbags. Parmi les principales infractions relevées quotidiennement sur les autoroutes, figure le non-port du casque, ce qui cause -en cas d'accident- des blessures graves, particulièrement au niveau du crâne et de la colonne vertébrale, engendrant ainsi la mort ou un handicap à vie. Le non port du casque figure parmi les infractions de troisième degré pour lesquelles l'auteur écope

d'une amende pouvant aller de 2.000 à 4.000 DA. Mme Khellaf impute aux parents d'élèves une grande responsabilité dans ce type d'accidents, d'autant que "les auteurs sont souvent des adolescents novices au volant, inconscients des dangers sur la route". A noter que la conduite des motocycles de 50 cl 3, dont les scooters, requiert un permis de conduire voire même une autorisation parentale pour les personnes âgées entre 16 et 18 ans.

Formation et contrôle parental, des conditions sine qua non sur la route

L'auteur de l'initiative "Stop agressivité routière", Samir Khemici estime que la seule solution pour éviter ces accidents est "la formation stricte" des futurs motards, déplorant par la même la non-application de la loi dans

ce sens. Pour les motos dotées d'un moteur de 125 cl 3, par exemple, les textes de loi soumettent le candidat à trois examens, sauf que "les autoécoles se contentent uniquement d'un seul test", a-t-il expliqué, reprochant aux parents le fait de céder aux caprices des enfants d'acheter des motos, puis l'abandon de leur mission de contrôle.

Par ailleurs, le même responsable a invité les agents de l'ordre public et les éléments de la Gendarmerie nationale à l'application rigoureuse de la loi à l'encontre des motards qui ne portent pas de casques.

Il faudra également, selon M. Khemici, revisiter les amendes à l'encontre des défaillants, en ce sens que "la coercition demeure le meilleur moyen de pallier cette situation", souhaitant voir dans l'avenir des couloirs réservés aux deux roues.

GESTION DES DÉCHETS

Un système d'information au profit des collectivités locales (AND)

L'Agence nationale des déchets (AND) procède actuellement à la mise en service du système national d'information sur les déchets (SNID) au profit des collectivités locales, a indiqué son Directeur général, Karim Ouamane. "L'AND veille actuellement à la mise en service le SNID au profit des collectivités locales (directions de l'environnement de wilayas DEW", EPIC-CET, EPIC de collecte et Communes), via des ateliers de formations organisés en collaboration avec le point focal de chaque wilaya", a précisé le responsable à l'APS. Le SNID constitue "un outil utile à intégrer dans le schéma

national de la gestion des déchets, car il fait partie du processus de numérisation du secteur, pour qu'il soit plus efficace", a-t-il souligné. Concrètement, il permet le passage d'une base de données brute à un tableau de bord constitué de plusieurs indicateurs relatifs à la gestion des déchets, représentant ainsi une interconnexion entre des organismes et opérateurs géographiquement éloignés (DEW, EPIC, AND et opérateurs privés). Garantissant des informations clé sur la collecte et le traitement des déchets, il aide les preneurs de décision à avoir une "image zoomée" du secteur et à mener à

bien toutes les activités inscrites dans ce cadre, a encore expliqué M. Ouamane. "Les données saisies auprès des collectivités locales à travers la plateforme du SNID sont enregistrées, puis traitées automatiquement par le système, puis ressorties sous forme d'indicateurs et statistiques relatifs à chaque wilaya et à l'échelle nationale", a-t-il indiqué. Pour ce qui est des sessions de formation, il a précisé que plusieurs wilayas ont déjà bénéficié de ces ateliers de formation, à l'instar de Mila, Oran et Mostaganem, en attendant la programmation des autres wilayas du pays.

BATNA

Rôle clé du tourisme domestique dans le développement local

Les participants au premier colloque international sur "Le tourisme domestique, défi d'aujourd'hui et pari de demain", tenu lundi à Batna en visioconférence, ont souligné le "rôle important du tourisme domestique dans la relance du développement local". Les intervenants lors de cet événement, organisé par la direction locale du tourisme et de l'artisanat en coordination avec les Universités chahid Hamma Lakhdar d'El Oued et Hadj Lakhdar de Batna, ont expliqué que le tourisme domestique "ne constitue pas seulement une opportunité pour les citoyens pour connaître et explorer leur pays, mais joue également un rôle clé dans l'augmentation des investissements, des revenus touristiques et dans la réduction du taux de chômage".

D'autres participants ont ajouté que cette activité vitale cible tous les segments de la société, et sa vitalité contribue à élargir le nombre des bénéficiaires en termes de services touristiques tels que la restaura-

tion, l'hébergement et la vente de produits artisanaux.

Dans ce contexte, la responsable du comité scientifique du colloque, Dr. Salha Achi de l'Université Hadj Lakhdar de Batna a souligné que l'importance de ce type de tourisme se reflète dans le fait qu'il enrichit le capital culturel des individus en leur faisant découvrir les monuments naturels, historiques et culturels de leur pays tout en consolidant leur appartenance à leur patrie, en plus de l'aspect financier qui permet de booster le développement local et consolider l'économie nationale.

Pour sa part, Dr Fatima Karoui de Tunisie a estimé que le tourisme domestique est au service du patrimoine matériel et immatériel attestant que lorsque cette activité est efficace, elle permet de ressusciter les traditions et l'artisanat en tant que patrimoine local et élément d'attraction des touristes locaux et étrangers. De son côté, Brahim Badhadhou de Jordanie a relevé l'impact du

tourisme domestique et du tourisme entre les pays du monde arabe, soulignant la "nécessité de renforcer la concurrence dans ce domaine". Dr. Kifaya Khalil Abou Al Houda de Palestine a souligné, quant à elle la réalité du tourisme domestique en Cisjordanie (Palestine), notant que "cette activité souffre en dépit de sa richesse en sites et monuments archéologiques". Pour sa part, Dr. Abdallah Baldji Oghouli de Turquie a relevé l'expérience des maisons d'été touristiques de la ville d'Adana, sur la rive-Est de la Méditerranée, axant sur les principales attractions touristiques et historiques de cette région de Turquie qui attire des touristes du monde entier.

Le programme de ce colloque de deux jours comprend des interventions de représentants de plusieurs universités du pays pour débattre de cinq axes dont "le tourisme local entre approbation et rejet", "Le développement des canaux de communication touristique avec la

communauté locale", et "Le rôle des associations, offices, clubs touristiques et établissements hôteliers dans la relance du tourisme domestique". Le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Noureddine Bounafaâ a considéré que cet événement constitue une "passerelle" entre l'université et le secteur du tourisme visant à asseoir une coopération entre les deux parties pour développer le tourisme domestique en faisant un diagnostic et en identifiant les défis auxquels le secteur est confronté, de manière à servir l'économie en général. Pour sa part, le directeur du laboratoire de management des entreprises économiques durables de l'Université chahid Hamma Lakhdar d'El Oued, Mustapha Aouadi a souligné que le tourisme domestique en Algérie possède des atouts importants, véritables facteurs de sa réussite et constitue une opportunité pour les porteurs de microprojets pour se lancer dans ce domaine "prometteur".

SEMAINE AFRICAINE DU CLIMAT

Appels à l'action

Les sessions thématiques virtuelles de la Semaine africaine du climat 2021 ont débuté lundi avec des appels à l'action lancés par les principales voix de la région.

"L'ambition doit être le mot qui guide toutes nos actions.

Nous sommes engagés dans une course contre la montre", a déclaré la Secrétaire exécutive d'ONU Climat (CNUCC), Patricia Espinosa, à cette occasion.

Selon la cheffe d'ONU Climat, cette rencontre, organisée par le gouvernement ougandais avec l'appui de l'ONU et plusieurs entités régionales, est l'occasion de favoriser la collaboration sur les défis urgents et de renforcer la résilience face aux risques climatiques croissants dans la région.

"La Semaine africaine du climat crée un élan pour la réussite de la COP 26", a estimé Mme Espinosa, en référence à la Conférence des Nations Unies sur le climat prévue en novembre à Glasgow, en Ecosse.

L'événement, qui se déroule jusqu'au 29 septembre, rassemble plus de 4.500 participants, notamment des représentants de gouvernements, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile, pour engager un dialogue axé sur les solutions et mettre en valeur l'action climatique.

Il vise également à fournir des informations sur les campagnes de l'ONU



"Objectif Zéro" et "Course vers la résilience", tout en veillant à ce que les voix régionales soient entendues dans le processus multilatéral sur le climat.

La Semaine africaine du climat se concentre sur trois domaines clés.

Il s'agit de l'intégration d'une action ambitieuse dans les secteurs économiques clés dans la planification nationale, l'adaptation aux risques climatiques et le renforcement de la résilience, et aussi sur les opportunités de transformation pour placer la région sur la

voie d'un développement à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES).

Bon nombre de parties prenantes régionales réunies à l'occasion de ces sessions virtuelles vont présenter des actions en faveur du climat et faire part des progrès accomplis avant la COP 26 concernant la soumission de plans climatiques nationaux plus solides dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat et des contributions déterminées au niveau national (CDN).

Selon le ministre ougandais de l'Eau et de

l'Environnement, Sam Cheptoris, le continent africain fait face à une crise générationnelle, avec le retard accusé face à l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius, comme le prévoit l'Accord de Paris, alors que le continent cherche à se développer rapidement.

"Face à la crise climatique, l'Afrique doit s'unir et tracer la voie d'une croissance à faibles émissions qui soit bénéfique pour tous les Africains et pour le monde entier", a affirmé M. Cheptoris.

AFRIQUE DU SUD

Lancement d'un plan pour lutter contre la criminalité

Le service de police sud-africain (SAPS) a annoncé mardi le lancement de la campagne "Pays en bleu" pour promouvoir les capacités de la police et lui permettre ainsi de faire face à la criminalité qui sévit dans le pays.

Le lancement de cette campagne a eu lieu à Durban (625 km de Pretoria), une région qui a enregistré au fil des ans les taux les plus élevés de crimes et de meurtres.

Dans le cadre de cette campagne, la police des drones sera également introduite dans certains points chauds de la criminalité, a souligné SAPS, précisant que le concept "Country in Blue" verra toutes les forces de sécurité, la société civile et les agences gouvernementales travailler ensemble.

Grâce à ce concept, tous les véhicules du service de police sud-africain opérationnels sur la route verront leurs feux bleus d'avertissement d'urgence allumés du coucher au lever du soleil (18h00 à 06h00).

"Parce que nous voulons être partout à tout moment, nous allons introduire la police des drones dans certaines zones pour nous assurer d'être visibles, particulièrement dans les zones à risque", a déclaré le Commissaire national du SAPS, le Général Khehla Sitole.

Initiée sous le thème "Élargir notre portée grâce à la visibilité de la lumière bleue", la campagne vise à dissuader toutes les formes de criminalité. Il s'agit surtout de prévenir et de combattre les crimes, notamment le féminicide, le détournement de voiture, les vols dans les entreprises et les résidences et la prolifération des armes à feu.

L'Afrique du Sud est l'un des pays les plus violents au monde, avec des meurtres en constante augmentation. En 2019-2020, la police a recensé plus de 21.000 cas.

EFFONDREMENT D'UN BARRAGE AU BRÉSIL

La société d'audit TUV SUD devant la justice allemande

Un procès civil s'est ouvert mardi en Allemagne contre la société d'audit TUV SUD, accusée d'avoir falsifié la certification du barrage minier de Brumadinho au Brésil, dont l'effondrement a fait 270 morts début 2019.

L'audience a débuté à 07h00 GMT au tribunal régional de Munich, devant lequel les avocats de la collectivité de Brumadinho (sud-est) et de 1.200 victimes demandent des dommages et intérêts à l'entreprise allemande.

Celle-ci est accusée d'avoir falsifié des documents dans le but de certifier la sécurité de ce barrage minier, située près de la ville de Brumadinho.

En janvier 2019, la rupture de cette installation a tué 270 personnes et dévasté cette petite ville de 40.000 habitants.

La catastrophe a libéré des millions de tonnes de résidus miniers qui ont englouti toute une région et provoqué un désastre écologique majeur. L'enquête policière au Brésil a mis à jour que le certificat de sécurité, délivré par la société TUV SUD, contenait des informations fausses.

Selon les autorités, le barrage ne remplissait en effet pas les critères de sécurité déterminés par les normes internationales. Le groupe allemand dément les accusations.

TUV SUD "doit maintenant assumer en Allemagne ce qu'ils ont fait à des milliers de kilomètres", a commenté dans un communiqué Pedro Martins, avocat chez PGBMB, qui représente la collectivité de Brumadinho.

Le cabinet d'avocat affirme avoir des "preuves montrant que TUV SUD a certifié que ce barrage était sûr alors qu'il ne l'était pas".

"C'est un fait qu'ils savaient mais qu'ils ont ignoré", a-t-il ajouté. Début 2021, la société minière Vale, responsable du barrage, a déjà accepté de payer 7 milliards de dollars (6 milliards d'euros) pour remédier aux conséquences sociales et écologiques de la rupture du barrage.

Sur cette somme, 1,7 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) ont été affectés directement aux personnes touchées. La justice brésilienne a également initié des poursuites pénales contre plusieurs salariés et responsables de TUV SUD et de Vale.

APS

SUÈDE

16 blessés lors d'une explosion "suspecte" dans un immeuble

Seize personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, dans une explosion qui a ravagé un immeuble de Göteborg (ouest) tôt mardi, ont indiqué les autorités suédoises, selon lesquelles les premiers éléments suggèrent que l'origine n'est pas accidentelle.

D'après des images diffusées dans les médias locaux, une épaisse fumée blanche continuait de s'échapper de l'immeuble mardi, tandis que des ambulances, des camions de pompiers et des équipes de secours ont envahi le

secteur. La cause de l'explosion, qui a déclenché un incendie peu avant 05h00 (03h00 GMT) dans le centre de Göteborg, n'est toutefois pas encore connue, a indiqué la police, citée par des médias.

"Le site a été bouclé et les opérations de secours sont en cours", a déclaré le porte-parole de la police régionale, Hans-Jörgen Estler.

"Dès que le site sera sécurisé, nous commencerons une enquête technique pour déterminer la cause de l'incendie

et de l'explosion", a-t-il ajouté. Selon des sources policières citées par le journal local GP, un engin explosif a pu avoir été placé devant l'une des portes d'entrée.

Seize personnes souffrant de blessures liées à l'explosion et à l'incendie qui a suivi, ont été transportées à l'hôpital universitaire de Göteborg, selon la porte-parole de l'établissement, Ingrid Fredriksson. Parmi elles, trois femmes et un homme ont été gravement blessés.

FRANCE

Un jeune migrant soudanais décède après avoir chuté d'un camion

Un mineur soudanais a été retrouvé mort mardi à Marck, dans le Pas-de-Calais (nord de la France), après avoir chuté d'un poids lourd dans lequel il essayait de monter pour tenter de rallier l'Angleterre, a indiqué la justice française.

Selon les images de vidéosurveillance, "la victime a tenté de monter dans le camion", un semi-remorque qui roulait à faible vitesse, mais "a chuté", a affirmé une source judiciaire.

Les faits s'étant déroulés

aux alentours de 5h00 du matin (3h00 GMT), "le conducteur n'a a priori pas pu se rendre compte qu'il roulait sur quelqu'un", a-t-elle ajouté.

Une enquête pour "homicide involontaire" a été ouverte. Selon les premiers

éléments, la victime serait de nationalité soudanaise et âgée de 16 ans. Elle se trouvait avec un groupe d'autres migrants sur le parking de la zone d'activité de Marck, commune limitrophe de Calais, pour essayer de se hisser dans les poids lourds.

ROYAUME-UNI

Un homme comparait devant la justice pour le meurtre d'une enseignante

Un homme âgé de 36 ans doit comparaître mardi devant la justice britannique pour le meurtre de Sabina Nessa, enseignante retrouvée morte la semaine dernière dans un parc de la capitale.

Arrêté dimanche, Koci Selamaj, originaire d'Eastbourne (Sud de l'Angleterre) a été inculpé lundi soir du meurtre de la jeune femme, a annoncé la police. Il comparaitra devant le tribunal de Willesden Magistrates mardi.

Sabina Nessa, enseignante du Sud-Est de Londres âgée de 28 ans, avait disparu le 17 septembre alors qu'elle sortait de chez elle pour se rendre à un parc situé à cinq minutes à pied.

Un passant avait retrouvé son corps le lendemain, vers 17h30, caché sous un tas de feuilles, selon l'agence de presse britannique PA.

Vendredi soir, des centaines de personnes se sont réunies dans le Sud-Est de Londres pour une émouvante veillée

en l'honneur de l'enseignante, munies de bouquets, bougies ou pancartes, en solidarité avec les proches de la victime.

La mort de Sabina Nessa survient quelques mois à peine après celle de Sarah Everard, une Londonienne de 33 ans attaquée en pleine rue puis tuée début mars tandis qu'elle rentrait chez elle. Cette affaire avait bouleversé le Royaume-Uni et relancé le débat sur la sécurité des femmes dans l'espace public.

BILAN DU CORONAVIRUS

168 nouveaux cas, 116 guérisons et 11 décès

Cent-soixante-huit (168) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 116 guérisons et 11 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 203.045, dont 168 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.797 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 139.077 cas.

Par ailleurs, 14 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 21 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24

heures, 21 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 6 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Benbouzid écarte l'éventualité d'une troisième dose du vaccin en Algérie



Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a écarté, lundi à Alger, l'introduction d'une troisième dose de vaccin dans la campagne nationale de vaccination anti-Covid 19, soulignant que le Comité scientifique de suivi de l'évolution

de la pandémie du Coronavirus n'a pas encore évoqué cette éventualité.

S'exprimant en marge d'une journée de formation des cadres de plusieurs secteurs dans le cadre du projet de "Réponse solidaire européenne au Covid-19 en Al-

gérie", M. Benbouzid a indiqué que plusieurs pays "n'ont pas encore examiné la possibilité d'administrer une troisième dose de vaccin", écartant dans ce sens l'introduction de cette dose dans la campagne de vaccination nationale.

Interrogé sur l'éventuel recours à "l'obligation de vaccination", M. Benbouzid a fait remarquer que le citoyen était conscient de l'importance de la vaccination et nous souhaitons qu'il le fasse de "sa propre volonté", de manière à endiguer la propagation du virus et à protéger tous les membres de la société.

La décision "d'obligation du vaccin n'est pas du ressort du secteur", a-t-il dit.

Pour ce qui est de la préoccupation de certains citoyens concernant la non validation par certains pays du vaccin Sinovac, le ministre a précisé que 10 pays européens autorisent l'entrée des étran-

gers sur son territoire, dont la France qui leur exige une troisième dose des vaccins administrés pour accéder aux espaces qui exigent la présentation du passe sanitaire".

S'agissant de la situation épidémiologique, M. Benbouzid a souligné qu'une baisse sensible du nombre des nouveaux cas confirmés et des décès a été enregistrée, après un pic atteint en juillet dernier, au moment où la campagne de vaccination a enregistré "une grande affluence" avec une moyenne de 296.000 personnes/jour.

Il a appelé à "booster la campagne de vaccination en collaboration avec tous les secteurs concernés, dans le cadre de la rentrée sociale", le ministère de la Santé ayant garanti les moyens nécessaires en collaboration avec plusieurs instances.

PRODUCTION DU VACCIN SINOVAÇ À CONSTANTINE
Garantir une souveraineté sanitaire

Le lancement de la production du vaccin chinois Sinovac contre la Covid-19 par le Groupe Saïdal demain mercredi garantira à l'Algérie une souveraineté sanitaire et consolidera l'économie nationale, a déclaré le directeur de l'unité de production de Constantine du Groupe pharmaceutique Saïdal, Karim Semrani.

L'industrie des vaccins a de tout temps constitué un créneau des plus "rentables" à l'échelle mondiale dans la mesure où celle-ci permet aux pays maîtrisant cette technique de satisfaire leurs besoins en la matière (la facture d'importation des vaccins s'élevant à des centaines de millions de dollars) et contribue également à l'épanouissement de leur économie à travers l'exportation, a expliqué M. Semrani, à l'APS, au cours d'une visite à l'unité Saïdal de Constantine.

La production par Saïdal du vaccin anti-Covid-19 est certes considérée comme un événement historique de premier rang, mais cette prouesse consti-

tue aussi le "début" d'un important processus industriel de production des vaccins que l'Algérie a entamé et compte réussir au service de son économie, a-t-il affirmé.

Depuis l'attribution du projet de fabrication du vaccin anti Covid-19 par le Groupe Saïdal, le personnel de l'unité de production de Constantine s'est employé à relever le défi et à mobiliser toutes les ressources techniques et humaines pour permettre la production du vaccin dans les délais impartis et "garantir une souveraineté sanitaire en la matière", a souligné le responsable, estimant que cela constitue une "étape historique", car ouvrant la porte à la production des vaccins.

"L'usine de production Saïdal de Constantine produira un million de doses de vaccin anti Covid-19 dans le courant du mois d'octobre, 2 millions de doses en novembre et plus de 5,3 millions de doses de vaccin à partir de janvier 2022", a indiqué M. Semrani, faisant état d'une ca-

pacité de production de 320.000 doses par jour avec une moyenne de 8 heures de travail ce qui équivaut, selon lui, à 8 millions de doses par mois, 96 millions de doses par an et 200 millions de doses suivant le système de travail par équipe.

Il a assuré que le Groupe Saïdal œuvre en coordination avec le partenaire chinois à doubler les quantités de matières premières requises à partir desquelles le vaccin est fabriqué.

La fabrication en Algérie du vaccin anti Covid-19 permettra en outre à Saïdal de reconquérir sa place de "leader" dans le pays et dans la région, a estimé le responsable, affirmant que la "structure organisationnelle de l'unité de production de Constantine répond parfaitement aux normes internationales".

Le partenariat avec les chinois, une marque de confiance

Les pourparlers avec le partenaire chinois ont débuté en mai 2021 sous la tutelle du mi-

nistère de l'Industrie Pharmaceutique, l'Institut Pasteur et l'Agence nationale des produits pharmaceutiques et le contrat de partenariat a été conclu le 25 juillet 2021, a rappelé le directeur de l'unité de production de Constantine du Groupe pharmaceutique Saïdal.

Le 27 juillet, une délégation chinoise a visité l'unité Saïdal de Constantine, inspecté les équipements et évalué ses performances, a poursuivi le responsable, soulignant que le constat des experts chinois a été concluant et les réserves soulevées ont concerné de "légères modifications" dans le processus de production et la machine de remplissage.

Il a été procédé, dans ce cadre, à la mise à niveau des équipements et installations nécessaires à la production du vaccin sur la base du rapport d'expertise présenté par les spécialistes chinois, a-t-il indiqué, précisant que le premier lot de matière première est arrivé en Algérie le 27 août 2021. Par ailleurs, dans le cadre

du projet de production du vaccin anti Covid-19 avec le partenaire chinois, le personnel technique de Saïdal a bénéficié de formations pour perfectionner les capacités de l'usine en matière de contrôle de la qualité des vaccins, a indiqué M. Semrani, faisant état à ce titre de l'organisation de formation pratique au niveau de l'Institut Pasteur d'Alger. Des formations théoriques ont été également assurées par l'Agence nationale des produits pharmaceutiques en coordination avec les enseignants chercheurs en biologie cellulaire et moléculaire de l'Université des sciences technologiques Houari Boumediene, a ajouté le responsable.

Un total de 147 travailleurs de l'unité de production Saïdal de Constantine sont impliqués directement dans le processus de fabrication du vaccin anti Covid-19, a-t-il fait savoir, notant que la fabrication de ce vaccin passe par trois lots de validation avant l'étude de stabilité et l'enregistrement du produit.

OUM EL BOUAGHI

Installation de deux générateurs d'oxygène

Deux (2) établissements publics hospitaliers (EPH) de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont bénéficié de deux (2) générateurs d'oxygène dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 dont l'installation a été entamée, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

Ces générateurs d'oxygène ont été acquis au profit de ces deux structures hospitalières sur le budget du secteur de la

santé, a déclaré à l'APS le directeur local du secteur, Mohamed Laieb, précisant que l'enveloppe financière allouée à ces équipements qui entreront en service "durant les tous prochains jours", s'élève à 62 millions de DA. Il s'agit, a détaillé le même responsable, d'un générateur d'oxygène d'une capacité de 50 m3 permettant le remplissage des bouteilles d'oxygène en cours d'installation à l'hôpital Mohamed Boudiaf, sis au chef-lieu

de wilaya, en plus d'un appareil similaire (30 m3) accordé à l'hôpital Hamouda Amor de la commune d'Ain Fakroun. Auparavant, il a été procédé également, a ajouté la même source, à l'installation d'un générateur d'oxygène d'une capacité de 50 m3 à l'hôpital Ibn Sina, au chef lieu de wilaya, à l'initiative de bienfaiteurs.

Aussi, et durant le mois d'octobre prochain, deux (2) autres générateurs d'oxygène seront installés dans les hôpitaux

Salah Zerdani de la commune d'Ain Beida et Mohamed Bouhafs de la localité de Meskiana, des dons de bienfaiteurs, a encore révélé la même source. Pour rappel, les établissements de santé de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont bénéficié de 45 concentrateurs d'oxygène, distribués durant le mois d'août dernier, dans le but d'assurer une meilleure prise en charge des malades atteints de Covid-19.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE
Au moins 4.752.875 morts

Le Covid-19 a fait au moins 4.752.875 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé mardi par des sources officielles.

Plus de 232.273.010 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays.

Sur la journée de lundi, 7345 nouveaux décès et 503.272 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré



le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.403 nouveaux morts, la Russie (852) et l'Iran (289). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 690.426 décès pour 43.11 6.432 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 594.653 morts et 21.366.395

cas, l'Inde avec 447.373 morts (33.697.581 cas), le Mexique avec 275.676 morts (3.635.807 cas), et la Russie avec 205.531 morts (7.464.708 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 604 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Bosnie (320), la Macédoine du Nord (317), la Hongrie

(312), le Monténégro (303) et la Bulgarie (295).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalise 1.484.609 décès pour 44.797.829 cas, l'Europe 1.305.044 décès (67.318.550 cas), l'Asie 836.095 décès (53.707.794 cas), les Etats-Unis et le Canada 718.081 décès (44.720.901 cas), l'Afrique 209.174 décès (8.251.132 cas), le Moyen-Orient 197.781 décès (13.303.574 cas), et l'Océanie 2.091 décès (173.237 cas).

RUSSIE

Nouveau record de décès quotidiens

La Russie a enregistré mardi un nouveau record de décès quotidiens dus au Covid-19, rapportent des médias.

Lors des dernières 24 heures, 852 personnes atteintes du nouveau coronavirus

sont mortes, selon le bilan publié quotidiennement par le gouvernement. Le précédent record de 828 décès avait été atteint vendredi. Jeudi, la Russie a égalisé son record de morts quotidiens du Covid-19, por-

tées par le variant Delta, sur fond de vaccination poussive et d'absence de mesures restrictives. La Russie est le pays d'Europe le plus endeuillé par la pandémie de Covid-19, et l'un des plus affectés au monde.

IRAN

14.470 nouveaux cas, portant le total à 5.547.990

Le ministère iranien de la Santé a signalé lundi 14.470 nouveaux cas de COVID-19, portant le total cumulé des infections dans le pays à 5.547.990.

Selon un point de presse officiel, la pandémie a jusqu'à

présent fait 119.649 morts dans le pays, avec 289 nouveaux décès enregistrés au cours des dernières 24 heures.

Au total, 4.966.098 personnes se sont rétablies ou sont sorties de l'hôpital à travers le pays, tandis que 6.209 se trou-

vent toujours dans des unités de soins intensifs, a indiqué le ministère sur son site officiel.

En date de lundi, 36.303.822 personnes ont reçu au moins une dose de vaccin contre le coronavirus dans le pays, et 15.646.961 ont déjà reçu deux

doses. Un total de 31.868.828 tests de dépistage ont été effectués en Iran, a ajouté le ministre.

L'Iran est depuis quelques temps confronté à une résurgence épidémique causée par le variant Delta du coronavirus.

JAPON

Le pays va sortir de l'état d'urgence

Le Japon va sortir de l'état d'urgence imposé depuis juillet à une partie du pays face à la pandémie de nouveau coronavirus, a annoncé mardi le Premier ministre Yoshihide Suga, alors que la situation sanitaire connaît une nette amélioration depuis quelques semaines.

Les mesures de restrictions actuelles, qui consistent surtout à demander aux bars et restaurants de fermer plus tôt et de ne pas servir d'alcool et aux organisateurs d'événements de limiter le nombre de spectateurs, avaient été mises en place mi-

juillet, avant les Jeux olympiques de Tokyo-2020. Etant donné la baisse des cas quotidiens de Covid-19, ce dispositif, actuellement en vigueur dans 19 des 47 départements japonais, ne sera pas prolongé au-delà de son terme prévu jeudi, a annoncé mardi M. Suga.

"Grâce aux efforts de chacun, le nombre quotidien de nouvelles infections (au niveau national, NDLR), qui dépassait les 25.000 mi-août, est descendu hier à 1.128", a-t-il annoncé lors d'une réunion ministérielle.

"Le taux d'occupation des lits d'hôpitaux

dans tout le pays est descendu sous les 50%" et "le nombre de personnes en état grave a connu un pic début septembre et continue à diminuer", a-t-il ajouté.

Un autre régime de mesures moins contraignantes que celles de l'état d'urgence, qui concerne huit départements supplémentaires, prendra également fin jeudi.

Le Japon a été relativement épargné par la pandémie comparé à d'autres pays, avec quelque 17.400 morts recensés officiellement depuis le début de la pandémie.

VACCINS

Sanofi arrête le développement de son vaccin à ARN messenger

Le laboratoire Sanofi n'ira pas en phase 3 d'essais pour son vaccin à ARN messenger contre le Covid-19 - la dernière étape avant une commercialisation -, tout en poursuivant le développement de son autre vaccin contre le virus, a-t-il indiqué mardi.

Malgré des résultats intermédiaires positifs pour la phase 1-2 de l'essai de son vaccin à ARN messenger, Sanofi juge que celui-ci arriverait trop tard sur le marché, alors que 12 milliards de doses de vaccins anti-Covid-19 ont été produites au total d'ici la fin de l'année.

Les résultats de la phase 3 sur son autre vaccin, fondé sur une protéine recombinante et développé avec le britan-

nique GSK, sont quant à eux toujours attendus avant fin 2021. Les données initiales de l'essai mené sur la technologie de l'ARN messenger montrent une séroconversion, c'est-à-dire la fabrication d'anticorps, chez 91% à 100% des participants, deux semaines après la deuxième injection, indique Sanofi. Ces résultats positifs se vérifient pour les trois dosages qui ont été testés. En outre, aucun effet secondaire n'a été observé et le profil de tolérance est comparable à celui d'autres vaccins Covid-19 à ARN, comme ceux développés par le tandem germano-américain Pfizer-BioNTech et par la biotech américaine Moderna.

Avec cette technologie, le laboratoire

voulait évaluer la capacité à engendrer une réponse immunitaire. "Or, celle-ci est forte", a commenté Thomas Triomphe, le vice-président de la branche vaccins de Sanofi.

Sanofi travaillait depuis mars 2020 avec Translate Bio sur ce vaccin, et a même racheté début août cette biotech américaine pour quelque 2,7 milliards d'euros.

Toutefois, "le besoin n'est pas de créer de nouveaux vaccins Covid-19 à ARN, mais d'équiper la France et l'Europe d'un arsenal de vaccins à ARN messenger pour une prochaine pandémie, pour de nouvelles pathologies", ajoute Thomas Triomphe. Par conséquent, Sanofi ne dé-

veloppera pas de phase 3 pour ce vaccin, car "il n'y a pas de besoin de santé publique d'avoir un autre vaccin à ARN messenger", poursuit-il. Sanofi dit en revanche vouloir développer des vaccins avec cette technologie contre d'autres virus, sans effet secondaire et avec moins de contraintes au niveau de la température de conservation.

Le groupe a déjà lancé de premiers essais pour un vaccin monovalent - avec une seule souche de virus - contre la grippe saisonnière. Il a indiqué mardi vouloir lancer l'an prochain des essais cliniques contre la grippe, cette fois-ci avec un vaccin quadrivalent.

GABON
Libreville
déploire une absence totale de la couverture vaccinale

Seulement 100.525 Gabonais se sont fait vacciner contre la COVID-19 entre les mois de mars et septembre, a indiqué lundi le ministre de la Santé Guy Patrick Obiang au cours d'une conférence de presse, déplorant une absence totale de la couverture vaccinale.

Au cours de sa conférence de presse, le ministre de la Santé s'est inquiété de la courbe ascendante prise par la pandémie de la COVID-19 dans le pays.

"Du 1er septembre à ce jour, nous avons enregistré 2.838 nouvelles contaminations, 12 décès et un taux d'occupation de lits en réanimation autour de 90%, pour la prise en charge des formes graves", a indiqué Guy Patrick Obiang.

Cette troisième vague de l'épidémie touche toutes les tranches d'âge ainsi que les populations n'ayant aucune comorbidité, a indiqué M.

Obiang, avant de déplorer aussi la propagation du virus au sein des familles.

"Nous enregistrons des clusters familiaux, des décès successifs des membres d'une même famille", a indiqué le ministre.

Cependant, des enquêtes épidémiologiques réalisées montrent une faible voire une absence totale d'une couverture vaccinale des personnes ayant développé les formes graves ou décédées.

"Nous pouvons aisément confirmer l'efficacité (de la vaccination).

C'est pourquoi nous invitons toute la population à se faire vacciner", a-t-il expliqué à la presse.

A noter que depuis le début de la campagne, plus de 100.525 Gabonais ont été vaccinés.

Aucun effet secondaire n'a été déploré, a rassuré le ministre de la Santé.

SÉCHERESSE OCULAIRE COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

Picotements, tiraillements, fatigue des yeux : la sécheresse oculaire est une maladie fréquente et souvent bénigne. Quels sont les facteurs de risque ? Et quels traitements pour soulager cet inconfort ? On fait le point avec la Dre Marie-Caroline Trone, ophtalmologue.

"La sécheresse oculaire n'est pas une fatalité", assure la Dre Marie-Caroline Trone, ophtalmologue au CHU de Saint-Etienne. Cette pathologie est l'un des motifs les plus fréquents de consultation en ophtalmologie. Et pour cause, elle est en pleine expansion depuis la généralisation du télétravail. Bien souvent sous-estimée, elle peut toutefois avoir des conséquences sur la qualité de vie des patients. "Il existe pourtant des traitements simples pour gagner en confort", affirme la médecin.

SÉCHERESSE OCULAIRE : QU'EST-CE QUE C'EST ?

Au quotidien, les glandes lacrymales produisent en permanence des larmes qui se distillent sur toute la surface de l'œil grâce au clignement des paupières. Les larmes sont composées principalement d'eau et d'huile. Elles protègent la cornée des agressions extérieures et la nourrissent en continu.

"Chaque couche a sa fonction propre. La partie mucinique assure la bonne adhésion des larmes à la surface de l'œil. La phase aqueuse est responsable de la nutrition et de la protection des cellules de la surface oculaire. Enfin, la portion lipidique limite l'évaporation des larmes et augmente leur durée de protection de la surface de l'œil", détaille la spécialiste. La sécheresse oculaire est due à un défaut de la quantité et/ou de la qualité des larmes.

SÉCHERESSE OCULAIRE : QUELS SONT LES SYMPTÔMES ?

La sécheresse oculaire se manifeste par :

- des rougeurs
- des clignements fréquents
- des tiraillements au niveau des yeux
- des sensations parfois douloureuses de grains de sable sous les paupières
- une sensibilité accrue à la lumière
- des rougeurs oculaires



un larmoiement excessif. Les personnes qui portent des lentilles peuvent également ressentir une gêne.

QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

"La quantité de larmes peut être réduite à cause de l'âge, de certains médicaments, notamment les antidépresseurs, ou de maladies inflammatoires", explique notre experte avant de préciser que « cette pathologie touche particulièrement les femmes de plus de cinquante ans ». La sécheresse oculaire est également favorisée par des facteurs environnementaux : le tabagisme actif ou passif, l'air sec, le froid, les climats venteux. L'ophtalmologue assure que, depuis le début de la crise sanitaire liée au Covid-19 et la mise en place du port du masque et du télétravail, de plus en

plus de personnes sont concernées par ce problème.

"Le temps passé sur les écrans a considérablement augmenté au cours de cette dernière année. Or, on cligne sept fois moins des yeux devant un ordinateur. Cette action est pourtant nécessaire pour les protéger", constate la Dre Marie-Caroline Trone. Le masque, de son côté, réduit la diffusion de l'air expiré vers l'extérieur. Il se répand en haut du masque et sur la surface de l'œil. Cela engendre une évaporation du film lacrymal, les yeux s'assèchent.

COMMENT TRAITER LA SÉCHERESSE OCULAIRE ?

Limitez les facteurs favorisants. "Il est, malheureusement, impossible d'agir sur les facteurs génétiques, explique la Dre Marie-Caroline Trone. Mais on peut jouer sur les facteurs en-

vironnementaux." Réduire la climatisation dans les open spaces et dans la voiture, protéger ses yeux avec des lunettes de soleil lorsque l'on est en plein vent, diminuer la luminosité des écrans sont autant de petits gestes à réaliser au quotidien. L'ophtalmologue préconise également d'humidifier l'air intérieur de sa maison ou son appartement en déposant une coupelle d'eau sur les radiateurs lorsque les chauffages sont allumés.

Utilisez des larmes artificielles. La Dre Marie-Caroline Trone recommande, en première intention, l'usage de larmes artificielles. Il en existe de nombreuses variétés. Certaines sont vendues librement en pharmacie, d'autres sur prescription médicale. « Chaque famille a ses propriétés et ses indications », précise-t-elle. Il ne faut donc pas hésiter à se renseigner auprès d'un professionnel de santé "même s'

il n'existe pas de risque de surdosage."

Massez vos paupières. Pour relancer la sécrétion de larmes de qualité, la médecin conseille d'appliquer des compresses d'eau chaude sur les paupières pendant cinq minutes, à raison de deux à trois fois par jour, tous les deux jours, pour les deux yeux. "Massez délicatement avec le doigt sur chacune des paupières." Pour la paupière supérieure, le geste doit être effectué de haut en bas. Pour la paupière inférieure de bas en haut.

Faite une gymnastique des yeux. Il convient également de répartir les larmes correctement sur la surface oculaire. Un exercice simple consiste à "fixer un point au loin et à réaliser trois petits clignements, trois grands clignements puis à nouveau trois petits clignements des yeux", dès lors que l'on ressent une sensation de sécheresse oculaire. "Le cerveau est capable de se réajuster aux clignements seul. Cette action permet de stabiliser les larmes."

QUAND CONSULTER ?

"Il ne faut pas banaliser ce syndrome, alerte la Dre Marie-Caroline Trone. Beaucoup de patients n'osent pas consulter ou signaler à leur ophtalmologue qu'ils ressentent une gêne au niveau des yeux. Ce n'est pas normal d'avoir les yeux rouges en permanence", avant de préciser que : "dans 95 % des cas, le problème peut se résoudre facilement."

>>> Des traitements de plus en plus personnalisés : "La recherche a fait de nombreux progrès au cours de ces dernières années, constate la spécialiste. Grâce à des machines ultra-performantes, il est aujourd'hui possible d'étudier les différentes couches du film lacrymal et de déterminer quelle est la partie de la larme qui est affectée." L'un de ces traitements, la lumière pulsée polychromatique, consiste à redonner du gras aux larmes. Il existe également des lentilles spéciales avec un réservoir de larmes.

QUELLES SONT LES CAUSES DE LA SÉCHERESSE OCULAIRE ?

La sécheresse oculaire, aussi appelée syndrome de l'œil sec, provoque des sensations désagréables. A quoi est-elle due et comment la soulager ? Zoom sur des symptômes caractéristiques.

Sécheresse oculaire : qu'est-ce que c'est ?

Lorsqu'elles fonctionnent normalement, les glandes lacrymales sécrètent des larmes en permanence. Leur rôle : protéger l'œil des microbes et des agressions (irritation, lumière excessive, etc.) sur la toute la surface de l'œil grâce au clignement des paupières. En cas de sécheresse oculaire, c'est à dire de déficience chronique de larmes, ces glandes ne produisent plus assez de larmes, ce qui entraîne une série de symptômes inconfortables.

Sécheresse oculaire : les symptômes

Les symptômes de la sécheresse oculaire sont variés. Ils se caractérisent par :

- Des picotements.
- Des clignements fréquents.
- Une sensation d'inconfort et d'irritation.
- L'impression d'un grain de sable dans l'œil.
- Une sensibilité à la lumière.
- Un manque de larmes.
- Des rougeurs oculaires.
- Une baisse de la vision.
- Une difficulté à porter des lentilles.
- Une gêne à l'ouverture des yeux le matin au réveil.

Quelles sont les causes de la sécheresse oculaire ?

La sécheresse oculaire peut avoir plusieurs origines :

- La prise de certains médicaments comme les anxiolytiques, les traitements substitutifs de la ménopause, ceux contre la maladie de Parkinson ou encore les somnifères, qui peuvent entraîner

une sécheresse oculaire, parfois associée à une sécheresse buccale.

- Les facteurs environnementaux tels la pollution, le tabagisme, la climatisation, le vent, la haute altitude ou encore le port de lentilles de contact ou le travail sur écran.
- L'âge (plus de 50 ans) et l'arrivée de la ménopause, par une atrophie dégénérative des glandes lacrymales, sont également des facteurs déclenchants.
- Certaines maladies comme une conjonctivite, une inflammation des paupières, une rosacée, une maladie auto-immune (syndrome de Goujerot-Sjögren, polyarthrite rhumatoïde, lupus...), une infection virale (VPH, hépatites...).
- La prise de substances toxiques comme le tabac ou le cannabis.
- La chirurgie de l'œil.

Qui est concerné par la sécheresse oculaire ?

Tout le monde peut être, en fonction de son mode de vie et son environnement, concerné par la sécheresse oculaire. Aujourd'hui, près d'un tiers de la population adulte serait ainsi touchée. Plus on vieillit, plus l'œil s'assèche, et plus les risques de souffrir de sécheresse oculaire augmentent.

Comment soigner une sécheresse oculaire ?

Le traitement de la sécheresse oculaire dépend de celui de sa cause (soigner une conjonctivite par exemple). A défaut, la sécheresse oculaire peut être soulagée en rétablissant une bonne humidité dans l'œil, notamment grâce à l'utilisation de collyres, associés à des gels lubrifiants. Ceux-ci peuvent être utilisés plusieurs fois par jour et aussi souvent que nécessaire selon ses besoins. Ces traitements sont en effet totalement inoffensifs pour les yeux.

Sécheresse oculaire : et si c'était à cause de la ménopause ?

La sécheresse oculaire, aussi appelée syndrome de l'œil sec, est provoquée par une mauvaise qualité ou une production insuffisante de liquide lacrymal. L'arrivée de la ménopause peut être un facteur déclenchant.

Les larmes sont composées d'un mélange d'eau, de lipides et de mucus qui adoucit l'œil, le nettoie des poussières et des pollens, et le défend contre les microbes. Si la sécrétion lacrymale est insuffisante, une irritation apparaît : démangeaisons, picotements, brûlure, larmoiement, sensation d'avoir comme du sable dans les yeux. Or, la production de larmes diminue au fil de l'âge. Dès 40 ans, les glandes lacrymales commencent à être moins actives. Pour peu que l'on porte des lentilles, que l'on fume, ou que l'on travaille sur ordinateur, une sécheresse peut déjà se manifester. En effet, la fumée assèche la cornée, les lentilles modifient la répartition du film protecteur et, quand on passe sa journée à fixer un écran, on ne cligne pas assez des yeux et l'humidité de l'œil s'évapore. Mais l'inconfort a évidemment tendance à s'accroître après la ménopause, la carence hormonale entraînant un phénomène de sécheresse généralisée.

QUE FAIRE CONTRE LES YEUX SECS ?

Premier réflexe du médecin : prescrire des larmes artificielles pour compenser le manque de production. En unidoses, elles sont plus hygiéniques et pratiques qu'en flacon, mais elles ne soulagent que momentanément. Il existe aussi des gels ou collyres lubrifiants (éviter ceux qui contiennent un conservateur), à l'action un peu plus prolongée, que l'on peut notamment utiliser la nuit, si l'on se réveille les yeux très irrités. Un produit spécial, le spray Visio® (d'Ybo lab) qui, étonnamment, se vaporise sur paupières fermées, semble satisfaire des patientes. Ces traitements locaux sont efficaces, mais assez contraignants, et ils n'apportent qu'une solution palliative. C'est pourquoi certains traitements peuvent être mis en place en association ou en remplacement.

DES COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES QUI ONT FAIT LEUR PREUVE

Depuis quelques années, les ophtalmologistes ont recours également à des traitements de fond basés sur les micronutriments (vitamines, oligoéléments, etc.). Des études cliniques ont en effet démontré qu'une supplémentation contenant certains acides gras essentiels (linoléiques et gamma-linoléiques) pouvait réduire les symptômes. Un essai, mené par le Pr Christophe Baudouin en 2004 à l'hôpital ophtalmologique des Quinze-Vingts, a prouvé, par exemple, que la prise quotidienne du complément alimentaire Diophrène permettait d'améliorer la stabilité du film lacrymal et d'augmenter la quantité de larmes produites. Au bout de treize à quarante-cinq jours, les patients notaient une réelle amélioration pouvant diminuer les installations, à condition d'avoir scrupuleusement respecté le traitement. Visio® et VisioPrev ont également la faveur des ophtalmologistes.

YEUX SECS LES SOLUTIONS POUR LES PROTÉGER

Des yeux rouges, un larmoiement gênant, des petites sécrétions au coin de l'œil au réveil... tous ces signes peuvent témoigner d'une sécheresse oculaire. Un désagrément réel que l'on peut apaiser. Les conseils du Pr Christophe Baudouin, chirurgien ophtalmologiste à l'hôpital des Quinze-Vingts (Paris).

SÉCHERESSE OCULAIRE : POURQUOI AI-JE LES YEUX SECS ?

Nos yeux ne sont pas faits pour rester constamment exposés à l'air. Ils ont donc besoin d'une protection. « Celle-ci est fournie par le film lacrymal, dont le rôle ne se limite pas à humidifier la surface de l'œil », précise le Pr Baudouin. Il participe également à la défense contre les corps étrangers (voilà pourquoi on pleure quand on a une poussière dans l'œil), les infections, les agressions qui mettent en jeu le système immunitaire. Pas étonnant qu'on soit gêné quand ce film protecteur devient moins efficace ? Mais ne croyez pas qu'il s'agisse forcément d'un problème d'insuffisance de larmes. Le manque de larmes s'observe parfois lors de la prise de certains médicaments (antidépresseurs, Roaccutan® contre l'acné...). Mais aussi souvent au cours d'une maladie d'origine auto-immune (syndrome de Sjögren-Sjögren) ou encore après dix ou quinze ans de port de lentilles de contact, en raison des produits d'entretien. Ce déficit de larmes entraîne plutôt des rougeurs, des yeux fréquemment de fermer les yeux, des sensations de grân de sable. Mais à la ménopause, période où ce souci survient fréquemment, c'est aussi la moins bonne qualité du film lacrymal qui est en cause. On ressent alors plutôt des brûlures, des sensations de picotements, de démangeaisons.

Une sécheresse oculaire peut aussi s'installer au détour d'une chirurgie de la myopie. Ou après une conjonctivite infectieuse qui a perturbé le système de défense du film lacrymal. La gêne est alors temporaire. Plus ennuyeuses sont les sécheresses causées par des conjonctivites allergiques à répétition ou des anomalies des paupières. Une coupure à ce niveau entraîne des perturbations glandulaires qui modifient la qualité des larmes. Ce qui



explique la présence des petits amas blancs (mucus) au coin de l'œil le matin quand cela s'évacue mal (voir encadré ci-dessus). Des signes qu'il est important de signaler au médecin, car le traitement dépend de la cause de la sécheresse. Des tests permettent de préciser le type et l'ampleur de ces perturbations, ressenties de façon très variable selon les personnes.

SÉCHERESSE OCULAIRE : SÉRUM PHYSIOLOGIQUE OU GEL LUBRIFIANT ?

En cas d'insuffisance, on conseille de mettre plusieurs fois par jour des gouttes de sérum physiologique ou de larmes artificielles. « Mais aucune ne remplace complètement les vraies larmes, car il leur manque la lubrification », prévient notre spécialiste. C'est pourquoi se sont développés des produits renfermant, en plus, des gels lubrifiants. Peu importe la marque, du moment que le

produit ne contient pas de conservateur, ce qui est toujours le cas avec les flacons unidoses. Mais il existe aussi quelques flacons plus faciles à manipuler, et surtout moins chers (demandez conseil à votre pharmacien). Lorsque l'inflammation touche les petites glandes des paupières, des massages peuvent être conseillés.

Quant aux compléments alimentaires qui contiennent des oméga-3, vantés pour lutter contre ce problème, aucun n'a fait la preuve de son efficacité. Mais il semble bien qu'ils améliorent la qualité des larmes, et certaines personnes s'en trouvent mieux. On peut donc essayer. Si ces compléments ont un effet bénéfique, celui-ci se manifeste au bout de trois mois. Dans tous les cas, méfiez-vous des environnements agressifs : climatisation, chauffage, poussière, vent, pollution, ambiances poufées

irritent d'autant plus les yeux qu'ils sont asséchés. N'hésitez donc pas à mettre des gouttes avant de sortir et à porter des lunettes.

DES ANTIBIOTIQUES POUR ÉLIMINER LE MUCUS

Lorsqu'elles s'évacuent mal, les gloses du film lacrymal finissent par constituer un réservoir de germes. D'où l'idée de prescrire des antibiotiques. Mais ici, ces médicaments sont plus utilisés pour ramollir la composante huileuse des larmes, donc faciliter leur évacuation, que pour des raisons anti-infectieuses. C'est pourquoi ils sont délivrés à petites doses, par voie locale ou générale, parfois avec des gouttes contenant des anti-inflammatoires. Des traitements qu'on ne peut toutefois prendre longtemps, contrairement aux larmes artificielles. Et qui nécessitent la consultation d'un ophtalmologiste.

ET SI LES LARMES DE CAÏMANS POUVAIENT AIDER À SOIGNER LA SÉCHERESSE OCULAIRE ?

Alors que les humains clignent des yeux 15 fois par jour, le caïman en compte d'une fois toutes les deux heures... Ses larmes sont extrêmement hydratantes ! Des chercheurs brésiliens ont étudié l'un des bêtes locales les plus dangereuses qui soient... les caïmans ! Avec un but bien précis : comprendre la composition de leurs larmes, comme l'explique une publication de Frontiers in Veterinary Science.

Si l'idée peut paraître saugrenue, elle s'explique par la fréquence à laquelle les reptiles clignent des yeux à savoir une fois toutes les deux heures. Pour comparaison, un humain cligne des yeux 15 fois par minute. Alors, les larmes de caïmans seraient-elles si

hydratantes qu'elles pourraient servir aux maladies oculaires humaines ? Les scientifiques répondent oui. Avant de découvrir tous les bienfaits des caïmans brésiliens, les chercheurs ont testé sept autres espèces de bêtes : les aras bleus, les buses à gros bec, les couannues, les tortues imbriquées et les marines vertes, l'étréide des rochers et finalement le caïman à museau large. Mais le caïman est celui qui possède la meilleure recette de larmes.

UN FILM OCULAIRE PROTECTEUR RICHE EN PROTÉINES

L'humain qui hydrate son oeil, via le clignement dépose sur celui-ci du mucus, de l'eau et de

l'huile (lipides). Ce sont ces derniers qui évitent le dessèchement de l'œil. Les larmes humaines et celles de caïmans ont un point commun : des niveaux de protéines plus grands que les autres espèces étudiées. Et c'est ce qui permet à l'œil de garder une surface stable.

Après avoir hydraté son oeil de larmes, le caïman laisse des résidus qui se transforment en un maillage très serré, qui continue d'hydrater l'œil. En fait, ses larmes cristallisent et forment un film lacrymal protecteur qui pourrait permettre de soigner la sécheresse oculaire des humains, mais aussi d'autres maladies.

SAHARA OCCIDENTAL

A la tribune de l'ONU, l'Algérie réaffirme son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui (Lamamra)

L'Algérie, par la voix de son chef de la diplomatie Ramtane Lamamra, a réaffirmé lundi à New York son soutien au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, appelant à l'organisation d'un référendum libre et équitable au Sahara Occidental occupé.

"Avec la même détermination, l'Algérie réaffirme son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et appelle l'ONU à assumer ses responsabilités juridiques envers le peuple sahraoui et à garantir ses droits inaliénables", a déclaré le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger devant l'Assemblée générale de l'ONU.

"L'organisation d'un référendum libre et équitable pour permettre à ce vaillant peuple de déterminer son destin et décider son avenir politique, ne peut demeurer à jamais l'otage de l'intransigence d'un Etat occupant qui a failli à plusieurs reprises à ses obligations inter-

nationales, en particulier celles découlant du Plan de règlement élaboré par l'Organisation des Nations Unies en partenariat avec l'Organisation de l'unité africaine de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale", affirme le ministre.

Et rappelle que "le droit et la légalité internationale se sont exprimés sur cette question à travers les résolutions du Conseil de sécurité, ainsi que l'avis juridique consultatif rendu par la Cour internationale de Justice il y a quatre décennies, pour témoigner de la vraie nature du conflit au Sahara occidental, en ce qu'il est une question de décolonisation



qui ne peut trouver de solution qu'à travers l'application du principe de l'auto-

détermination". Avant d'ajouter que "l'Algérie, pays voisin et observateur du processus politique, œuvre, sur la base de ce principe, à être une source de paix, de sécurité et de stabilité pour son voisinage, considérant que le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination est inaliénable, non négociable, et imprescriptible".

A ce titre M. Lamamra réaffirme, l'appui de l'Algérie à "la décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine de lancer des négociations directes entre le Royaume du Maroc et la République arabe sahraouie démocratique, deux pays membres de l'Union africaine".

MALI

L'Algérie déterminée à poursuivre son rôle à la tête du Comité de suivi de l'accord de paix

L'Algérie s'est dit, lundi, déterminée à poursuivre son rôle à la tête du Comité de suivi de la mise en l'accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, appelant la communauté internationale à apporter son soutien aux Maliens et à contribuer au succès de ce processus. "L'Algérie est déterminée à poursuivre son rôle à la tête du Comité de l'accord de paix et de réconciliation issu du processus d'Alger, et se félicite des progrès enregistrés dans ce cadre en dépit des grands défis

et difficultés engendrés par l'expansion de la présence terroriste qui menace la sécurité et la stabilité de ce pays et de toute la région du Sahel", a déclaré le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, au cours de son discours à l'occasion de la 76e session de l'Assemblée générale de l'ONU.

M. Lamamra a, renouvelé l'attachement de l'Algérie à "travailler de concert avec les frères maliens pour concrétiser les objectifs et principes de l'accord

d'Alger et attend avec intérêt la tenue des élections présidentielles et la réalisation des objectifs de la période de transition".

"Nous réitérons à cet égard, notre appel à la communauté internationale pour apporter son soutien aux maliens et contribuer au succès de ce processus notamment en honorant ses engagements pris en matière de développement économique et social", a-t-il lancé.

Le ministre a expliqué que "la situation dans ces deux pays

(Mali et Libye) affecte directement la situation d'instabilité que connaît la région Sahélo-

Saharienne en raison de l'aggravation de la menace terroriste et des autres menaces connexes".

GUINÉE

L'armée dévoile les organes de la transition

L'armée en Guinée a dévoilé les organes de la transition vers la restauration d'un pouvoir civil élu, sous la direction de son chef, le colonel Mamady Doumbouya, sans fixer la durée de cette transition, rapportent mardi, des médias.

La "charte de la transition", sorte d'acte fondamental lu lundi au journal télévisé, assigne aux autorités de transition une série de missions, dont l'élaboration d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections "libres, démocratiques et transparentes".

La transition sera conduite par quatre organes: le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) instauré par les militaires après le putsch du 5 septembre et dirigé par le colonel Doumbouya, le président de la transition, chef du CNRD, chef de l'Etat et des forces armées, un gouvernement dirigé par un Premier ministre civil, et un organe législatif, le Conseil national de la transition (CNT).

Aucun membre de ces organes ne pourra se présenter "ni aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la transition".

La durée de cette transition "sera fixée de commun accord entre les forces vives de la nation" et le CNRD, dit la charte, alors que la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao)

réclame la tenue d'élections dans six mois. Le CNT, composé de 81 membres proposés par différentes composantes de la population, dont les partis politiques, la société civile, les syndicats, le patronat ou les forces

de sécurité, aura pour tâche d'élaborer le projet de Constitution. Les membres du gouvernement du président déchu Alpha Condé et des institutions de son régime ne peuvent être désignés au CNT, selon la charte.

NIGERIA

Une vingtaine de pêcheurs tués dans une frappe aérienne

Une vingtaine de pêcheurs au moins ont été tués dans un raid aérien de l'armée nigérienne visant un camp terroriste dans le nord-est du pays, ont rapporté lundi des habitants et des sources militaires.

Un avion de chasse a bombardé dimanche matin Kwatar Daban Masara, un village bordant le lac Tchad, aux confins du Nigeria, du Niger, du Tchad et du Cameroun, un bastion du groupe terroriste Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap).

Kwatar Daban Masara, sur la rive du lac, est une "porte vers les camps de l'Iswap sur plusieurs îles", explique Labo Sani, un pêcheur du village, qui raconte avoir été témoin de la frappe dimanche à 6 heures du matin (05H00 GMT).

Le groupe terroriste a récemment levé l'interdiction des pêcheurs sur ce territoire, les autorisant à exercer leur activité dans les eaux du lac contre une taxe, ramenant une population de pêcheurs qui avaient quitté la région.

"Tout pêcheur qui se rend dans cette zone le fait à ses risques et périls, car c'est un territoire ennemi et il n'y a aucun moyen de les distinguer des terroristes", explique un membre des services de renseignement.

"D'après nos informations, le bilan est bien plus élevé que 20 morts", ajoute-t-il, assurant que la frappe aérienne était fondée sur "l'information crédible" d'un rassemblement de terroristes de l'Iswap dans le village depuis mercredi.

Le Nigeria combat depuis 12 ans une insurrection terroriste qui s'est étendue aux Niger, Tchad et Cameroun voisins. Elle a fait au moins 40.000 morts et deux millions de déplacés.

BURKINA FASO
L'armée mène des opérations de ratissage suite à des alertes d'exaction dans le centre-nord

L'armée burkinabè a affirmé lundi qu'elle mène des opérations de ratissage suite à des alertes concernant des exactions contre des populations civiles dans la localité de Kalagré de la province du Bam dans le centre-nord du Burkina Faso.

Faisant le point de ses opérations menées du 20 au 26 septembre, l'armée a rappelé qu'elle a identifié et neutralisé deux engins explosifs improvisés le 24 septembre courant sur l'axe Dori-Arbinda dans le Sahel. Le même jour, l'armée a assuré par les airs le ravitaillement des structures de santé de la même zone en médicaments. Dimanche, l'armée est intervenue suite à la mort d'une femme dans l'explosion d'un engin explosif.

"Une unité d'intervention de Ouahigouya a été dépêchée sur place pour sécuriser les populations et leurs biens. Les opérations de ratissage se poursuivent", indique l'armée.

Dans la même semaine, une patrouille du détachement militaire de Natiaboani (Est) en mission de reconnaissance offensive sur l'axe Nagre-Bougou, a subi des tirs de harcèlement d'individus embusqués.

"La réaction des éléments de la patrouille a mis les assaillants en déroute. Des opérations de ratissage ont été conduites pour sécuriser la zone", selon la même source. Le 23 septembre toujours dans l'est du pays, un convoi du Génie militaire a été la cible d'une attaque à l'engin explosif improvisé lors d'une mission à l'Est. Le bilan fait état de deux blessés légers et un véhicule du convoi légèrement endommagé.

CAMEROUN

Deux membres de Boko Haram tués au cours de leur propre embuscade

Au moins deux membres du groupe terroriste Boko Haram et un soldat ont été tués dans une embuscade dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, ont indiqué lundi des sources militaires et locales.

Les assaillants ont tendu une embuscade aux forces gouvernementales en patrouille dans le village de Moskota de la région dimanche soir, selon les mêmes sources.

Les soldats ont repoussé l'attaque, tuant deux membres de Boko Haram sur le coup et en blessant plusieurs autres, a précisé un responsable militaire cité par Xinhua.

Un soldat est mort et plusieurs autres ont été blessés, ont indiqué des sources militaires et locales. Des terroristes de Boko Haram et de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest sont actifs dans la région mais ont été considérablement affaiblis par les luttes internes, selon des rapports de sécurité.

PALESTINE

Deux palestiniens blessés par l'armée d'occupation israélienne en Cisjordanie

Deux palestiniens ont été blessés, mardi, par des tirs de l'armée d'occupation israélienne à Jénine, dans le nord de la Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa, citant des sources sécuritaires.

Selon les mêmes sources, les deux jeunes palestiniens ont été transportés à l'hôpital après l'incursion sioniste durant laquelle les soldats de l'occupation ont utilisé des balles réelles, des bombes sonores et du gaz lacrymogène.

Les forces d'occupation sioniste ont également perquisitionné deux maisons dans la localité de Qabatia au sud de Jénine, précise Wafa dont le rapport annuel sur les violations de l'occupation et des colons israéliens fait état de 180 blessés à travers les différents gouvernorats relevant de la Cisjordanie occupée durant le seul mois d'août.



ONU

La France favorable à un élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU

La France s'est dite, lundi, favorable à un élargissement du Conseil de sécurité des Nations Unies, avec une présence "accrue" des pays africains, y compris parmi les membres permanents.

"La France soutient de longue date un élargissement du Conseil de sécurité. Elle est favorable à un élargissement dans les deux catégories de membres, permanents et non-permanents", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. A ce titre, a ajouté le porte-parole lors de son point de presse électronique quotidien, la France soutient les membres du G4 (Allemagne, Brésil, Inde, Japon) pour l'obtention d'un siège permanent et présence accrue des pays africains, y compris parmi les permanents". La France est l'un



des cinq membres permanents du Conseil de sécurité avec la Chine, les Etats-Unis, la Russie et le Royaume-Uni. La question de la réforme du système des Nations unies et du Conseil de sécurité est souvent soulevée lors des débats notamment à

l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU.

L'Amérique latine et l'Afrique réclament un élargissement du Conseil de sécurité pour pouvoir y être représentées à travers des sièges de membres permanents.

ETATSUNIS - ARABIE SAOUDITE

Le conseiller de Biden pour la sécurité nationale attendu en Arabie saoudite

Le conseiller de Joe Biden pour la sécurité nationale, Jake Sullivan, est attendu en Arabie saoudite, pour la visite de plus haut niveau d'un responsable américain depuis l'arrivée du président démocrate au pouvoir, a annoncé lundi la Maison Blanche.

Cette visite fait partie

d'une tournée au Moyen-Orient, au cours de laquelle il se rendra également aux Emirats arabes unis, a ajouté la présidence des Etats-Unis dans un communiqué, sans préciser les dates de ce déplacement ni d'éventuelles autres étapes.

Jake Sullivan sera notamment accompagné par

l'émissaire des Etats-Unis pour le Yémen, Tim Lenderking. C'est la première visite de haut niveau en Arabie saoudite depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche en janvier.

Le ministre américain de la Défense Lloyd Austin devait s'y rendre début septembre, mais cette étape

avait été annulée à la dernière minute. Le Pentagone a expliqué que le ministre "espérait" rencontrer le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, également ministre de la Défense, mais que des "raisons de calendrier du côté saoudien" avaient contraint à reporter la visite.

ETATS UNIS-ROYAUME UNI-AUSTRALIE

L'accord AUKUS est "dangereux" pour la paix mondiale, selon le Parti travailliste britannique

Le Parti travailliste, le principal parti d'opposition britannique, a adopté lundi une motion d'urgence décrivant le nouveau pacte de sécurité passé entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, connu sous le nom d'AUKUS, comme "une décision dangereuse qui nuira à la paix mondiale".

Les délégués présents à la conférence annuelle du parti ont adopté cette motion d'urgence par 70,35 % des voix contre 29,65 %.

"L'AUKUS revient à initier une nou-

velle course aux armements nucléaires et une nouvelle guerre froide.

Nous devons continuer à nous y opposer", a déclaré lundi l'ancien leader travailliste Jeremy Corbyn sur Twitter. Le pacte AUKUS, annoncé un peu plus tôt ce mois-ci, a suscité de nombreuses critiques et inquiétudes à travers le monde.

Les trois pays concernés ont en effet annoncé que la première initiative de ce pacte serait de livrer une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie. A la suite de

cet accord trilatéral, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'organisme de surveillance nucléaire mondial, a joint sa voix aux inquiétudes internationales concernant la prolifération des matières et des technologies nucléaires.

"L'AIEA discutera de cette question avec eux (l'Australie, les Etats-Unis et le Royaume-Uni) conformément à son mandat statutaire et aux accords de garanties respectifs qu'ils ont passés avec l'Agence", a-t-elle indiqué dans un récent communiqué.

COLOMBIE

L'armée annonce avoir abattu dix dissidents des ex-FARC

Dix combattants dissidents de l'ex-guérilla des FARC ont été abattus lors d'une opération militaire dans le sud-est de la Colombie, a annoncé l'armée lundi.

"Pour l'heure nous avons le décès de dix rebelles", a indiqué Luiz Fernando Navarro, un commandant de l'armée, dans un message vidéo envoyé à la presse. Selon lui, les combattants appartiennent à un groupe dissident de l'ancienne guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) dirigé par "Mono Ferley", surnom d'un homme de confiance d'Ivan Mordisco, identifié par les autorités comme un des chefs de la dissidence.

"Un coup décisif a été porté contre un chef de file, second (...) du criminel connu sous le pseudonyme d'Ivan Mordisco", a déclaré le ministre de la Défense Diego Molano lors d'une conférence de presse.

L'opération de bombardement a eu lieu sur la commune de Morichal, dans le département de Guainia.

Dans cette région en proie à la violence, les dissidents cherchent à "étendre les opérations criminelles" et à "coordonner les activités de trafic de drogue pour faire passer" de la cocaïne dans les pays voisins, a ajouté M. Molano.

Les autorités accusent "Ivan Mordisco" d'être allié à "Gentil Duarte", le principal commandant dissident, afin de restructurer les anciens fronts de guérilla.

Ce dernier a été l'un des premiers à se retirer de l'accord de paix signé en 2016. Environ 2.500 combattants, sans commandement unifié, ont rejeté l'accord de paix entre les FARC et le gouvernement qui a conduit au désarmement d'environ 7.000 rebelles.

Ils continuent d'opérer dans le pays, en se finançant grâce au trafic de drogue, à l'extraction minière illégale ou les extorsions, selon les services de renseignement colombiens.

CORÉE DU NORD

La Corée du Nord affirme à l'ONU avoir le "droit légitime" de tester des armes

La Corée du Nord a le "droit légitime" de tester des armes et de "renforcer (ses) capacités de défense", a déclaré lundi à l'Assemblée générale des Nations unies l'ambassadeur nord-coréen auprès de l'ONU, Kim Song, peu après le tir en mer d'un projectile non identifié révélé par la Corée du Sud.

"Personne ne peut nier à la Corée du Nord le droit légitime à l'autodéfense pour développer, tester, fabriquer et posséder des systèmes d'armes", a insisté le diplomate nord-coréen, en réclamant aux Etats-Unis de cesser leur "politique hostile" à l'égard de son pays.

Il n'a pas évoqué directement le dernier tir d'un projectile auquel vient de procéder son pays, selon l'armée sud-coréenne.

"Nous ne faisons que renforcer nos capacités de défense nationales, afin de nous défendre et de garantir de manière fiable la sécurité et la paix du pays", a ajouté Kim Song.

Les Etats-Unis "devraient prouver dans les faits qu'ils n'ont aucune volonté hostile à notre égard", a poursuivi le diplomate.

"Si c'est le cas, nous sommes prêts à répondre" de la même manière, "mais il ne semble pas que les Etats-Unis soient prêts" à prendre cette direction, a-t-il déclaré.

Les Américains doivent "cesser leurs exercices militaires et cesser de déployer une panoplie stratégique contre notre pays", a aussi réclamé l'ambassadeur nord-coréen.

A propos de la pandémie de Covid-19, Kim Song, sans évoquer le moindre cas dans son pays, a rappelé que Pyongyang avait pris des "mesures vigoureuses" pour lutter contre la maladie.

USA - THÉÂTRE "Broadway est de retour": après 18 mois de Covid, les théâtres new-yorkais s'offrent leurs récompenses

"Broadway est de retour !": après 18 mois de silence imposés par la pandémie, les théâtres new-yorkais rallument leurs scènes et se sont offert dimanche soir leur plus beau spectacle avec leurs récompenses annuelles, les Tony Awards, et un triomphe pour la comédie musicale "Moulin Rouge !".

"Chacun ici est vacciné et testé et chacun porte un masque. Chaque théâtre de Broadway va ressembler à ça pour un petit moment, et tout ira bien", a lancé d'entrée l'acteur et chanteur américain Leslie Odom Jr, hôte d'une soirée haute en couleurs et en chansons dans le splendide Winter Garden Theatre de Broadway, en plein centre de Manhattan.

Retransmise par le réseau national américain CBS, la cérémonie des Tony Awards 2021, où smoking et robe de soirée étaient de rigueur, a récompensé les œuvres de la saison 2019-2020 brutalement interrompue, en mars de l'an dernier, par l'épidémie de Covid-19 qui a particulièrement meurtri New York.

C'est la comédie musicale "Moulin Rouge ! The Musical" qui a écrasé le plateau avec dix récompenses - presque un record - dont la meilleure musique et le meilleur acteur dans une comédie musicale pour Aaron Tveit.

Il s'agit de l'adaptation sur scène du film à succès de 2001 "Moulin Rouge !" de Baz Luhrmann avec Nicole Kidman et Ewan McGregor.

Le Tony de la meilleure pièce de théâtre est allé à "The Inheritance", adaptation du roman de 1910 du Britannique Edward Morgan Forster, "Howards End", qui dépeint les relations sociales dans l'Angleterre du début du XXe siècle. La pièce se déroule dans le New York d'aujourd'hui.

Son metteur en scène Stephen Daldry a également raflé une récompense, sur les quatre obtenues par son œuvre.

La chanteuse, comédienne et danseuse Adrienne Warren, qui a remporté le Tony de la meilleure actrice dans une comédie musicale pour son portrait de la chanteuse Tina Turner dans "Tina" a donné sur scène un aperçu de son talent.

"Hamilton", "Le Roi Lion", "Chicago": les comédies musicales les plus célèbres jouées à Broadway font leur grand retour depuis le 14 septembre sur l'une des avenues les plus célèbres de la planète, au cœur de la capitale économique et culturelle des Etats-Unis.

"Broadway est de retour. C'est indispensable. Et Broadway sera encore meilleur", a promis la comédienne Audra McDonald, qui remporta les années précédentes pas moins de six récompenses.

APS

OPÉRA D'ALGER Des ateliers de formation en "chant arabe et variétés"

L'Opéra d'Alger "Boualem-Bessaih" annonce l'organisation prochaine d'ateliers de formation en "chant arabe et variétés", dédiés aux personnes "âgées de 15 ans et plus", assurés par des professeurs "qualifiés et expérimentés", indique lundi un communiqué de l'institution culturelle.

Ces nouveaux ateliers dont les inscriptions se poursuivent jusqu'au 14 octobre à l'Opéra d'Alger, viennent s'ajouter aux onze autres déjà lancés dans différentes disciplines des arts de la scène et qui font écho à la décision prise en haut lieu de reprendre l'activité culturelle, tout en continuant de respecter les mesures de prévention sanitaire, en vue d'un retour progressif à la normale après deux années de pandémie.

L'Opéra d'Alger avait déjà annoncé, depuis une dizaine de jours, la reprise des ateliers de formation et de perfectionnement dans les disciplines de la

danse, de la musique, du chant polyphonique, du théâtre et des arts plastiques.

Tel que déjà annoncé, la discipline de la danse renferme les genres traditionnel, Modern Jazz et classique pour fillettes, alors que pour la musique, les cours devraient s'organiser autour de l'apprentissage du genre arabo-andalou et la maîtrise technique des instruments (piano, violon, guitare et clarinette) dans différents styles de musique, la musique classique notamment.

Le chant polyphonique, l'art du comédien et la scénographie pour le théâtre, ainsi que les

arts plastiques figuraient également dans le riche programme de formation et de perfectionnement de l'Opéra d'Alger qui met sa page Facebook et son site officiel à la disposition de celles et ceux qui voudraient prendre part à ces ateliers. Les ateliers de formation et de perfectionnement dans les disciplines des arts de la scène organisés à l'Opéra d'Alger, visent essentiellement, selon la directrice générale de



l'Opéra d'Alger, Fatma Zohra Namous Senouci, à "offrir des opportunités aux jeunes, découvrir de nouveaux talents dans le but d'un renouvellement des effectifs artistiques de l'Opéra d'Alger".

TOURISME - CULTURE Djelfa: signature d'une convention cadre entre les secteurs de la culture et du tourisme

Une convention-cadre a été signée, lundi, entre les secteurs de la Culture et du Tourisme de Djelfa, dans l'objectif de promotion de la destination touristique de cette wilaya, a-t-on appris auprès du directeur local du Tourisme et de l'Artisanat. "Cette convention vise la promotion des sites et ressources touristiques dont regorge la wilaya de Djelfa", a indiqué, à l'APS, Saad Kheirani, en marge des festivités de célébration de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre) abritée par le Jardin de la Liberté du chef lieu de wilaya et du musée communal mitoyen. M. Kheirani a souligné l'importance stratégique de cette wilaya du Centre du pays, située à 300 km du sud de la capitale et "regorgeant de ressources

naturelles et archéologiques pouvant intéresser les spécialistes du domaine, qui les intégreront dans un circuit touristique global à adopter par les agences de tourisme et de voyage, qui en feront la promotion", a-t-il expliqué. Le même responsable a notamment évoqué le riche patrimoine historique de cette région du pays, qui compte d'importants sites touristiques uniques du genre, dont plus de 45 stations archéologiques englobant 1.100 gravures sur pierre ou pétroglyphes, remontant à l'ère préhistorique. A cela s'ajoute un nombre de Tumulus ou tombeaux funéraires d'époque historique, et des empreintes de dinosaures.

Ce riche patrimoine archéologique, qualifié de "véritable musée à ciel ouvert mal-

heureusement méconnu par un nombre de gens", selon M Kheirani, requiert "une véritable opération de promotion pour l'intégrer dans des circuits touristiques et en faire une destination de choix à adopter par les agences de tourisme, et même les grands hôtels". La célébration de la Journée mondiale du tourisme à Djelfa a donné lieu à l'organisation de portes ouvertes par la direction du Tourisme, avec la participation de représentants des secteurs de la Culture et du Tourisme, d'association, de clubs, d'artisans, d'agences touristiques et d'hôtels. Des anciens scouts ont été, également, invités à cette manifestation, aux côtés de l'Office national du parc culturel de l'Atlas saharien de Laghouat.

HISTOIRE - TOURISME Mostaganem : création d'un circuit touristique dédié au membre du "Groupe historique des 22", chahid Benabdelmalek Ramdane

La direction des moudjahidines et ayant droits de la wilaya de Mostaganem a créé un circuit touristique pour faire connaître le membre du "Groupe historique des 22", chahid Benabdelmalek Ramdane (1928-1954), a-t-on appris, lundi de la directrice du secteur, Dalila Benmessaud. En marge de la célébration de la journée mondiale du tourisme, Mme Benmessaud a souligné que la création de ce circuit qui comprend plusieurs sites historiques vise à faire connaître le parcours militant du chahid Benabdelmalek Ramdane auquel a été confiée la préparation et l'organisation du déclenchement de la glo-

rieuse révolution du 1er novembre 1954 dans la région de la Dahra.

Ce circuit englobe également la grotte "Badani Youcef" dans la commune de Benabdelmalek Ramadan, dans laquelle les dirigeants de la région de Dahra se sont réunis en présence du chahid Larbi Ben M'hidi à la troisième semaine d'octobre 1954, la grotte de "Sidi Youcef" à Ouled Bouziane dans la commune de Sidi Ali et le site "Zeitouna" au douar "Zarifa" dans la commune de Hadjadj, qui a accueilli les trois réunions préparatoires pour définir les objectifs et répartir les groupes chargés de l'action armée. Le

circuit comporte également le site au douar Ouled Si Larbi dans la commune de Sidi Lakhadar où est tombé au champ d'honneur le 4 novembre 1954 chahid Benabdelmalek Ramdane, qui fut enterré au carré des martyrs de la commune de Sidi Ali, a fait savoir la directrice des moudjahidines et ayants droit. Mme Benmessaud a indiqué que ses services s'occupent actuellement à recenser des monuments et sites historiques au niveau de la région, dans le cadre de la promotion du tourisme historique, notamment la grotte de "Frachihé" à Ouled Riah dans la commune de Nekmarya, qui fut le théâtre

des enfumades commis par l'armée coloniale française, le centre de torture du colonisateur français dans la commune de Sidi Ali (Musée Sidi Ali), un camp de torture du colonisateur dans la commune de Touahria et le Musée de wilaya du Moudjahid de la ville de Mostaganem.

Dans le même contexte, les autorités locales ont récemment réalisé un livre d'or de la wilaya de Mostaganem qui comprend des chapitres de l'histoire de la lutte armée dans la région, notamment durant la glorieuse révolution de novembre. Il est doté de listes des martyrs et d'une carte de sites historiques, selon la même source.

CINÉMA Ouverture du festival international du court-métrage de Lyon (France)

La 2e édition, mais la première en présentiel, du festival international du court-métrage de Lyon (France), dont la sélection officielle a retenu 20 films en compétition internationale, se tient de mardi à dimanche, avec Pedro Almodovar en ouverture, annoncent des médias.

Créé en 2019 par l'acteur et réalisateur Arnaud Mizzon, Filmoramax avait tenu sa première édition en 2020 sans public en raison de la crise sanitaire, qui avait

contraint notamment les cinémas à fermer.

Les films en compétition internationale cette année durent entre 1 minute et 25 minutes maximum, et viennent de onze pays différents - trois américains, six français, un du Pakistan, un uruguayen, un espagnol, deux canadiens et un palestinien.

Huit films seront aussi projetés hors compétition, dont le dernier court-métrage du réalisateur espagnol Pedro Almodovar, "La Voix humaine", qui sera présenté lors

de la cérémonie d'ouverture. Plusieurs temps forts ponctueront ces cinq jours de festival, avec des masterclass, des soirées musicales mais aussi une place particulière accordée aux femmes autour du "café des réalisatrices".

A l'issue de cette compétition, le jury présidé par le producteur Pierre-Ange Le Pogam décernera neuf prix.

Le grand vainqueur de l'édition sera acheté et diffusé.

TÉLÉDÉTECTION - CARTOGRAPHIE

Bechar : vers un réseau national de 190 stations de positionnement par satellite (INCT)

Un projet de réseau national de 190 stations de positionnement par satellite sera prochainement réalisé par l'Institut national de cartographie et de télé-détection (INCT), a-t-on appris lundi à Bechar, lors de l'inauguration de journées portes ouvertes sur cet établissement relevant de l'Armée nationale populaire (ANP).

"Il sera procédé au titre du programme de développement des missions de l'INCT à la réalisation de 190 stations de positionnement par satellite (GNSS), qui vont s'ajouter aux dix huit (18) existantes, dans la perspective de développement des applications de navigation et de positionnement satellitaires des navigations aérienne, maritime et routière", a expliqué le colonel Amrane Nacer, représentant du directeur général de l'INCT à ces portes ouvertes, en séance de présentation de l'Institut. La cérémonie d'inauguration de cette manifestation, dont le coup d'envoi a été donné par le général Boussahaba Abdelghani, chef d'état-

major de la troisième Région militaire (3RM), a été l'occasion pour celui-ci de mettre en exergue le "rôle très important" de l'INCT dans le développement social et économique du pays". Cet établissement de l'ANP, qui s'est doté récemment de caméra numérique sophistiquée appelée "Digital Mapping Camera 3" ou caméra de cartographie numérique, permettant plus de précision et une haute résolution dans divers lieux et à n'importe quel moment de la journée, vient de finaliser la couverture cartographique du territoire national, et lancera prochainement la mise à niveau de celle du nord du pays, a signalé le Colonel Amrane

Nacer. L'INCT est un établissement spécialisé, qui satisfait les besoins de la défense nationale en matière d'informations géographiques, ainsi que les besoins nationaux en termes de couverture de cartographie topographique et sa mise à jour permanente, ainsi que d'autres missions liées aux recherches et développement, au contrôle des travaux cartographiques et à la mise à disposition de bases de données géographiques homogènes couvrant le territoire national, a réalisé plusieurs projets d'un grand intérêt national. Parmi ces travaux, l'officier supérieur cite notamment la mise en place du système "Lidar" système de laser a-

reportés permettant d'obtenir, à des coûts relativement modestes, des données altimétriques précises sur de grands territoires. Compte tenu du rôle important que revêt l'information en tant que facteur de croissance économique, l'INCT, qui a le statut d'établissement public à caractère industriel et économique et dont le siège est situé à Alger et qui a ses représentations à travers plusieurs régions du pays, contribue au quotidien au développement de ses outils de travail dans la création de systèmes d'information géographique et la sécurisation de la base de données contribuant à une stratégie nationale dans le domaine de

géo-localisation numérique qui englobe les voies et méthodes relatives à la production et l'offre d'informations, selon la présentation faite de l'établissement.

Cette manifestation "Porte Ouvertes", qui se déroule au Centre d'information de la troisième Région militaire et qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, entre dans le cadre de la politique d'ouverture au public et de communication de l'institution militaire en direction des différentes catégories de la population, notamment les jeunes, en application du plan de communication de l'ANP pour l'année 2020/2021, selon les organisateurs.

UE - USA

Google conteste une amende de 4,3 milliards devant la justice de l'UE

Google s'est défendu lundi de toute pratique anticoncurrentielle lors d'une première audience au tribunal de l'Union européenne à Luxembourg, devant lequel il conteste une amende de 4,3 milliards d'euros infligée par Bruxelles pour son système d'exploitation Android.

L'UE reproche au géant américain de l'internet d'avoir abusé de la position dominante de son système d'exploitation pour téléphones mobiles afin d'asseoir la suprématie de son moteur de recherche et de son navigateur Chrome.

Le groupe de Mountain View (Californie) juge l'accusation infondée et réclame l'annulation de l'amende décidée en 2018.

L'affaire constitue un test majeur pour la commissaire à la Concurrence de l'UE, Mar-

grethe Vestager, qui a déjà subi l'an dernier un échec retentissant devant la justice européenne face à Apple dont elle dénonçait les avantages fiscaux en Irlande.

"Android est en vérité une histoire de réusite exceptionnelle du pouvoir de la concurrence en action", a déclaré l'avocat de Google, Meredith Pickford, devant les juges.

Le groupe estime que l'UE a ignoré à tort le concurrent Apple, qui privi légie sur ses iPhones ses propres services, comme le navigateur Safari.

"Nous allons expliquer que (...) la commission a fermé les yeux sur la véritable dynamique concurrentielle de ce secteur, celle qui oppose Apple et Android", a expliqué l'avocat.

Il a affirmé que le téléchargement d'applications concurrentes était accessible d'un sim-

ple clic et que les clients n'étaient en aucun cas contraints d'utiliser les produits de Google sur Android.

Bruxelles reproche au géant américain d'avoir utilisé des clauses dans ses contrats avec des fabricants de téléphones et de tablettes pour éliminer des concurrents, à l'époque des débuts d'Android, désormais utilisé sur 80% des appareils mobiles dans le monde.

Le groupe aurait forcé ces fabricants à pré-installer notamment le moteur de recherche Google et le navigateur Chrome.

Cela a été fait "à un moment critique du développement de l'informatique mobile, lorsque le marché était encore contestable", a déclaré Thomas Vinje, l'avocat de FairSearch, un groupement d'entreprises concurrentes incluant Microsoft et Oracle, dont une plainte

a lancé l'affaire en 2015. La procédure de Bruxelles au sujet d'Android était la troisième engagée contre Google par Mme Vestager.

Mais le groupe est aussi confronté à une avalanche d'affaires aux Etats-Unis et en Asie po ur des accusations similaires.

L'UE est par ailleurs en train d'élaborer une nouvelle législation pour mettre fin à des dérives des géants du numérique, après avoir constaté que les procédures en justice s'avèrent finalement trop lentes face aux évolutions du marché. Bruxelles a présenté en décembre 2020 un projet de réglementation qui prévoit des obligations et interdictions assorties de sanctions dissuasives. Le texte est actuellement examiné par le Parlement européen et les Etats membres.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MÉDÉA
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
NIF 99826019002719

Suite au concours national restreint en architecture n° 11 /2021 paru sur les quotidiens nationaux : الجزائر en date du 07/06/2021 et DK NEWS en date du 07/06/2021 relatif à la réalisation du projet cité ci-dessous. La direction des équipements publics de la wilaya de Médéa, prononce l'attribution provisoire du marché :

PROJET	Soumissionnaire	ADRESSE	MONTANT TTC DA	Note prestation /80	Note financière /70	Note finale 50/100	OBS 50/100
Etude et Suivi pour la réalisation d'une polyclinique au niveau du site des 3632 logements Ain Djerda, commune de Draa Smar, wilaya de Médéa - cité d'habitat intégrées, programme 2021.-	BOULANOVAR RACHID -ARCAD-	TOUR D'AFFAIRE BUREAU N°171 - MÉDÉA	L'étude				la meilleure offre
			5.037.987,83				
			Le Suivi				
			7.521.502,95	65,91	17,06	82,97	
			Montant Total				
			12.559.490,78				

Remarque : la direction des équipements publics invite les soumissionnaires qui sont intéressés de se rapprocher à nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 complété portant règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Un délai de 10 jours est accordé aux soumissionnaires pour toute éventuelle réclamation, à compter de la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux, conformément à l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 complété portant règlement des marchés publics et des délégations de service public.

Remarque : en cas de recours la commission des marchés de la wilaya est compétente d'examiner le recours

DK NEWS Anep : 2116017054 du 29/09/2021

EPE - Algérie Télécom - SPA
Direction Opérationnelle De Bordj Bou Arreridj
NIF : 000216299033049

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES
N° AT/DO/BBA/SDFS/DPM/10/2021

Un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales est lancé par la Direction Opérationnelle de BORDJ BOU ARRERIDJ pour : REAMENAGEMENT COMPLEXE TELEPHONIQUE BORDJ BOU ARRERIDJ.

La participation au présent appel d'offres s'adresse à Toutes les entreprises de travaux de bâtiment tous corps d'état 109201 (catégorie 02 et plus, activité principale bâtiment).

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom à l'adresse suivante :

ALGÉRIE TÉLÉCOM
DIRECTION OPÉRATIONNELLE DE : BBA
Département patrimoine et moyens
Adresse : cite 20 Aout 1955 Bordj Bou Arreridj

Contre le paiement, auprès de la banque BNA -, d'un montant de cinq mille dinars algériens (5000,00 DA) non-remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement : au compte bancaire : N° 0300000068/95

Les offres doivent être composées :

- 1- Un dossier administratif
- 2- Une offre technique
- 3- Une offre financière

Les candidats doivent insérer le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe correspondante, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, sans aucun signe d'identification du soumissionnaire, comportant uniquement les mentions suivantes :

Algérie Télécom
Direction opérationnelle de Bordj Bou Arreridj
Adresse : cite 20 Aout 1955 Bordj Bou Arreridj
Avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale
N° : AT/DO/BBA/SDFS/DPM/N°10/2021
REAMENAGEMENT COMPLEXE TELEPHONIQUE BORDJ BOU ARRERIDJ (« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres »)

- Les offres doivent être déposées le dernier jour de 8 h 00 à 14h00, (15 jours) à partir de la première date d'apparition du présent avis d'appel d'offres dans la presse, si cette date coïncide avec jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi), la date de dépôt sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 180 jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

L'ouverture des plis aura lieu en séance publique, le jour de dépôt des offres à 14h00. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (vendredi ou samedi), la date de dépôt sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant, dans les mêmes heures.

DK NEWS Anep : 2116017103 du 29/09/2021

SOUK AHRAS Dix structures pour relancer le sport scolaire et universitaire (responsable)

La direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Souk Ahras a désigné en coordination avec la direction de l'éducation dix (10) écoles primaires dans la perspective de relancer le sport scolaire, a-t-on appris lundi après de cette direction.

La concrétisation de ces écoles sportives s'inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre des 54 engagements du président de la République, Abdelmajid Tebboune, notamment le 37ème et le 47ème relatifs à la relance du sport scolaire et universitaire en tant que réservoir de talents à accompagner pour le renouvellement de l'élite sportive", a précisé à l'APS le directeur de la jeunesse et des sports, Abdelbasset Aoun. Selon le même cadre, la création de ces écoles sportives s'est basée sur "les rapports de la commission mixte composée de cadres et experts des ministères de la Jeunesse et des Sports, de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur avec la contribution de représentants des Fédérations algériennes de sport scolaire et de sport universitaire, en vue de développer la pratique sportive scolaire, universitaire, féminine et au profit des personnes aux besoins spécifiques.

Pour concrétiser cet objectif, les autorités de la wilaya de Souk Ahras ont alloué une enveloppe financière de 700.000 DA pour l'acquisition d'équipements sportifs pédagogiques pour ces 10 écoles, en plus de 500.000 DA pour couvrir les besoins en tenues sportives, ballons et autres moyens, selon encore la même source. Dans un souci d'équité entre les régions de cette wilaya frontalière, chacune de ces 10 écoles a été choisie dans le chef-lieu des daïra que compte la wilaya, en attendant leur généralisation à toutes les autres communes, a ajouté le même responsable. Ces 10 écoles font partie des 500 écoles primaires choisies à l'échelle nationale pour leur proximité des stades, salles de sport et pistes athlétiques, a relevé la même source qui a assuré que le même programme prévoit l'organisation de manifestations sportives nationales inter-écoles et des manifestations de sport universitaire.

Des associations culturelles et sportives seront créées dans cette perspective, a noté le même cadre qui a indiqué qu'une liste des encadreurs sportifs a été établie ainsi qu'un plan de formation à l'éducation sportive au profit des enseignants du primaire.

MOSTAGANEM

Aménagement prochain du complexe sportif de Sidi Ali (responsable)

Les travaux d'aménagement du complexe sportif de la ville de Sidi Ali (Mostaganem) seront lancés prochainement et une enveloppe de plus de 550 millions DA a été consacrée à cet effet, a-t-on appris lundi du directeur de wilaya de la jeunesse et des sports, Ramdane Benloulou.

L'opération s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel de la jeunesse et des sports. Elle permettra l'aménagement et réhabilitation de différentes parties de cette structure sportive dont la restauration de la pelouse du stade de football de 500 places et la salle omnisports de 1.000 places. Les travaux supervisés par la direction de wilaya des équipements publics (DLEP) portent sur l'aménagement du parcours d'athlétisme, d'un bloc d'hébergement relevant du complexe et la maintenance des surfaces pour l'exercice des activités sportives et la dotation du complexe en équipements sportifs nécessaires, ajoute le même responsable. Concernant les autres infrastructures sportives,

des travaux de réalisation d'une salle de sports au niveau de la commune d'Aïn Sidi Cherif tiennent à leur fin en parallèle avec la réception des projets d'aménagement des stades de Mansourah et de Sour et leur couverture en gazon artificiel.

Les chantiers seront réceptionnés à la fin du mois prochain, a encore précisé le même source. Les trois opérations ont été financées dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité avec les collectivités locales, qui a réservé à la salle des sports d'Aïn Sidi Cherif un montant de 80 millions DA, pour l'aménagement des deux stades communaux de Mansourah et Sour une enveloppe de plus de 120 millions DA. Par ailleurs, la commune d'Ouled Bougalem



a également bénéficié d'un projet de réalisation et d'équipement d'une auberge de jeunesse dans le cadre du programme sectoriel pour un coût financier de 135 millions DA. Le chantier sera livré avant la

fin de l'année en cours. Il est à rappeler qu'au cours de l'année écoulée, quatre stades communaux ont été aménagés et dotés de gazon artificiel à Oued El Kheir, Ouled Boughanem, Stidia et Sayada.

NBA

Irving absent du "media day" des Nets, refuse de s'exprimer sur le vaccin

La star de Brooklyn Kyrie Irving n'a pas participé physiquement au "media day" d'avant saison NBA lundi dans les installations des Nets, en raison de la réglementation de la ville de New York exigeant de fournir une preuve de vaccination contre le Covid-19. Irving a néanmoins répondu à des questions des journalistes par le biais d'une visio-conférence, au cours de laquelle il a refusé de dire s'il était vacciné ou non. "Honnêtement, j'aimerais que ces choses restent dans la sphère privée. Je suis avant tout un être humain. J'aimerais gérer ça de la bonne façon avec mon équipe pour aller de l'avant ensemble. Je ne suis pas présent aujourd'hui, mais cela ne veut pas dire que je me fixe des limites à l'avenir pour rejoindre l'équipe", a-t-il déclaré.

"La dernière chose que je voulais c'était

de créer encore plus de distractions", a ajouté Irving, refusant de dire s'il sera présent pour le premier match à domicile de la saison régulière, le 24 octobre contre les Charlotte Hornets.

Le mois dernier, le maire de New York, Bill de Blasio, a émis un décret imposant aux sportifs professionnels de prouver qu'ils ont reçu au moins une dose du vaccin pour pouvoir s'entraîner ou jouer dans les enceintes de leur club.

Agé de 29 ans, Irving qui tournait la saison passée à 26,9 points, 6 passes et 4,8 rebonds de moyenne, devra fournir une preuve de vaccination ou attendre que le règlement de la ville change, pour jouer devant les fans des Nets. Le week-end passé, une enquête du magazine Rolling Stone a établi, en citant des sources anonymes au sein de la Ligue et du syndicat

des joueurs (NBPA) dont Irving est un des vice-présidents, que 50 à 60 basketteurs refusent de se faire vacciner. La NBA a affirmé que 90% des joueurs l'étaient. Dans cet article, il est mentionné que la star des Nets a partagé les publications d'un théoricien du complot américain, affirmant que "des sociétés secrètes implantent le vaccin pour connecter les Noirs à un grand ordinateur dans le cadre d'un plan de Satan".

Outre la municipalité de New York, celle de San Francisco (Californie) exige également que les sportifs professionnels présentent une preuve de vaccination pour participer aux rencontres à domicile. Le Canadien Andrew Wiggins, qui évolue aux Golden State Warriors et refuse de se faire vacciner, a demandé une exemption pour motif religieux. Refusée par la NBA.

NBA

Williamson opéré d'un pied, devrait être prêt pour le début de saison

La jeune star des Pelicans de la Nouvelle-Orléans Zion Williamson a été opéré du pied droit cet été, mais devrait être prêt pour le début de la saison dans trois semaines, a annoncé lundi sa franchise évoluant en NBA. Williamson s'est fait une fracture au 5e métatarse du pied droit au début de l'intersaison, qui a été réparée chirurgicalement, a déclaré le vice-président exécutif des Pelicans, David Griffin, lors du traditionnel "media day".

"Il devrait être de retour sur le terrain à temps pour la saison régulière", qui débutera le 20 octobre avec la réception des Sixers de Philadelphie, a espéré le dirigeant, qui n'a pas donné de détails sur les circonstances de la blessure de l'ailier fort,

drafté en première position en 2019 et dont les grands débuts dans la Ligue nord-américaine de basket avaient été plombés par une blessure au genou droit.

"Nous sommes confiants et optimistes", a insisté Griffin, tout en admettant que cette information, longtemps tenue secrète, serait forcément interprétée "négativement" par la presse. De son côté, le joueur de 21 ans a estimé que la blessure faisait "partie du jeu" et s'est félicité que le "processus de rétablissement se soit bien déroulé". La saison passée, Williamson a tourné en moyenne à 27 points et 7 rebonds par match et a été sélectionné pour son premier All-Star Game.

TENNIS

Barty forfait pour Indian Wells

L'Australienne Ashleigh Barty, numéro 1 mondiale, a renoncé à participer au tournoi WTA 1000 d'Indian Wells, qui débute dans neuf jours (6-17 octobre), ont annoncé lundi les organisateurs sur leur compte Twitter, sans en préciser la raison.

La Japonaise Naomi Osaka (7e) et l'Américaine Serena Williams ont déjà annoncé qu'elles ne participeraient pas non plus au tournoi californien, initialement programmé en mars mais décalé à l'automne en raison de la pandémie.

Barty reste sur une élimi-

nation prématurée à l'US Open, où elle s'était arrêtée au 3e tour, battue par l'Américaine Shelby Rogers. Lauréate de Wimbledon en juillet, elle avait manqué l'occasion d'enchaîner avec un deuxième Grand Chelem. Elle avait expliqué "ne plus avoir assez de forces physiques ou mentales dans le réservoir" durant ce match.

Sa saison 2021 n'en reste pas moins réussie, après une année 2020 durant laquelle elle n'avait quasiment pas joué, faisant le choix de rester en Australie durant la pandémie de Covid-19. De retour

sur les courts cette année, la joueuse de 25 ans est revenue à son meilleur niveau, remportant outre Wimbledon, les tournois de Miami, Melbourne, Stuttgart et Cincinnati, sans avoir pris le temps de revenir dans son pays depuis février.

Qualifiée pour le Masters féminin, qui a été déplacé de Shenzhen en Chine à Guadalajara au Mexique en raison de la pandémie, sa participation n'en reste pas moins très incertaine. Son entraîneur Craig Tytzer a expliqué récemment que la joueuse avait "besoin de faire une pause".

De plus, selon lui, "ce n'est pas facile d'aller jouer ce tournoi au Mexique et d'ensuite revenir en Australie avec deux semaines de quarantaine obligatoire".

Tytzer avait au passage critiqué le choix de déplacer le Masters dans une ville "à 1.500 mètres d'altitude". "Ils utilisent des balles sans pression qui volent. Si vous les utilisez dans des conditions normales, elles ne rebondissent pas. Des conditions inconnues, dans un pays où elles n'ont jamais joué, je trouve que c'est juste ridicule. Comme spectacle, c'est juste effrayant".



MONDIAL-2022 (ÉLIMINATOIRES/GR.A) Le sélectionneur burkinabé dévoile une liste de 27 joueurs pour le Djibouti

Le sélectionneur de l'équipe burkinabé de football Kamou Malo, a dévoilé mardi une liste de 27 joueurs, en vue de la double confrontation face au Djibouti, les 8 et 11 octobre au Grand stade de Marrakech (Maroc), dans le cadre de la 3e et 4e journées du 2e tour des éliminatoires (Gr.A) de la Coupe du monde 2022, rapporte la fédération burkinabé (FBF). A noter le retour de trois joueurs dans la liste des Etalons, dont l'attaquant d'Aston Villa Bertrand Isidore Traoré, absent lors des deux premiers matchs des éliminatoires pour cause de blessure.

Dans l'autre match de cette poule A, l'Algérie accueillera le Niger le vendredi 8 octobre au stade du Chahid Mustapha-Tchaker de Blida (20h00), avant de se rendre à Niamey pour défier le même adversaire, le mardi 12 octobre au stade du Général Seyni-Kountché (17h00).

A l'issue des deux premières journées jouées, l'Algérie et le Burkina Faso sont en tête du groupe A avec quatre points chacun, suivis du Niger (3 pts) et de Djibouti qui ferme la marche avec zéro point.

Voici par ailleurs la liste des 27 joueurs :

Gardiens de buts : Koffi Kouakou (SC Charleroi/ Belgique), Babayouré Sawadogo (AS Douanes/ Sénégal), Soufiane Ouédraogo (USEFA/ Burkina Faso), Ben Idriss Traoré (AS Sonabel/ Burkina Faso)
Défenseurs : Issoufou Dayo (RS Berkane/Maroc), Steev Yago (Aris Limassol/ Chypre), Soumaïla Ouattara (Raja Casablanca/Maroc), Issa Kaboré (Troyes/France), Oula Abbas Traoré (Horoya AC/ Guinée), Hermann Nikiéma (Salitas/ Burkina Faso), Patrick Mao (Hassania Agadir/Maroc), Yacouba Nasser Djiga (FC Bâle/ Suisse)
Milieux : Saïdou Simporé (Al-Masry SC/ Egypte), Dramane Nikiéma (Horoya AC/ Guinée), Ismahila Ouédraogo (AS Douanes/ Sénégal), Gustavo Sangaré (Quevilly-Rouen/France), Blati Touré (Vitoria Sport Clube/ Sénégal), Adama Guira (Racing Rioja/ Espagne), Bryan Dabo (Rizespor/ Turquie)
Attaquants : Zakaria Sanogo (FC Ararat/ Arménie), Botue Jean F Kouamé (AC Ajaccio/ France), Bertrand Isidore Traoré (Aston Villa/ Angleterre), Abdoul Fessal Tapsoba (Standard de Liège/ Belgique), Eric Traoré (Pyramids FC/ Egypte), Lassina Franck Traoré (Sakhtar Donetsk/ Ukraine), Mohamed Konaté (Akhmat Grozny/ Russie), Mohamed Lamine Ouattara (AS Sonabel/ Burkina Faso).

APS

LIGUE 1- SAISON 2021-2022

La FAF met les clubs en garde contre les paris et les manipulations de matchs

A trois semaines du coup d'envoi de la saison footballistique 2021/2022, prévu les 22-23 octobre prochain, la fédération algérienne de la discipline (FAF) a interpellé les différents clubs engagés, pour leur rappeler certaines règles importantes et dont le respect et l'application seront indispensables pour la préservation de l'intégrité de la compétition.

"Dans le cadre de la préparation de la nouvelle saison sportive 2021-2022, la Fédération, en exécution de son plan d'action +Tous pour l'intégrité de la compétition+ rappelle aux clubs l'obligation de respecter les règles en vigueur, pour préserver l'intégrité du championnat" a indiqué l'instance dans un communiqué, diffusé sur son site officiel.

Parmi les importantes règles à respecter, la FAF a insisté sur l'abstention de tout comportement susceptible d'entraîner un risque pour l'intégrité des matchs et des compétitions, en exhortant les différents acteurs du football à "signaler toute tentative ou cas de manipulation de matchs". La FAF a rappelé également qu'il est "formellement interdit de parier sur des matchs" de "demander à quelqu'un de placer des paris en son nom" ou d'avoir "un quelconque intérêt, direct ou indirect, dans des sociétés de paris" a-t-elle ajouté.

L'instance fédérale a rappelé que "même le partage d'informations sensibles ou confidentielles avec des parieurs" est formellement interdit", en avertis-



sant les éventuels réfractaires que toute entorse à cette règle "peut entraîner une suspension de 3 ans de toute activité liée au football".

"L'implication dans une manipulation de matchs, elle, peut entraîner une sus-

pension à vie de toute activité liée au football" a encore averti la FAF, en espérant que les clubs engagés et leurs différents acteurs seront respectueux de ces règles, pour une saison sportive 2021-2022 saine et intégrée.

FORMATION

25 candidats en stage à Alger pour l'obtention de la Licence CAF "B"

Vingt-cinq candidats inscrits sur la plateforme de la Confédération africaine de football (CAF) et relevant de la zone "Centre" qui englobe les villes d'Alger, Blida et Ouargla, sont en stage à Alger dans la perspective de décrocher la Licence d'entraîneur "CAF/B", a indiqué mardi la Fédération algérienne de la discipline (FAF). "Cette formation est dirigée par des

instructeurs CAF/Elite Ameur Chafik et Taoufik Korichi, ainsi que par les instructeurs CAF, Fouad Chiha, Abdelkrim Benaouda et Nacereddine Sadi", a précisé l'instance fédérale dans un communiqué diffusé sur son site officiel.

Le Directeur technique national (DTN) Ameur Chafik, accompagné de Taoufik Korichi (Directeur

de la formation) et d'Abdelkrim Benaouda (Directeur du développement et Elite), ont procédé à l'ouverture de ce stage, qui doit se poursuivre jusqu'au 30 septembre. Par ailleurs, dans le cadre du soutien permanent fourni par la Fédération internationale de football (Fifa) en faveur du développement continu des formateurs d'entraîneurs,

l'Algérie a été représentée par les instructeurs de la DTN, Abdelkrim Benaouda et Fouad Chiha, qui ont pris part les 21, 22 et 23 septembre au programme de formation de la Fifa, prodigué en e-learning ou par des cours en ligne. Ces cours ont été assurés par deux experts de la Fifa, en l'occurrence Basir Mohamed et Malouche Belhassen.

LIGUE DES CHAMPIONS (2E J/ GR:A)

Mahrez s'attend à un "grand match" entre le PSG et City

Le milieu de terrain offensif algérien de Manchester City, Riyad Mahrez, s'est dit "excité" à l'idée d'affronter le Paris SG mardi au Parc des Princes en Ligue des champions et s'attend à un "grand match" entre les deux équipes.

"C'est très excitant, un grand match. On veut tous jouer ces matchs contre de grandes équipes. Comme face à Leipzig, nous allons tenter d'imposer notre jeu et de gagner", a déclaré Mahrez (30 ans) lundi en conférence de presse d'avant-match.

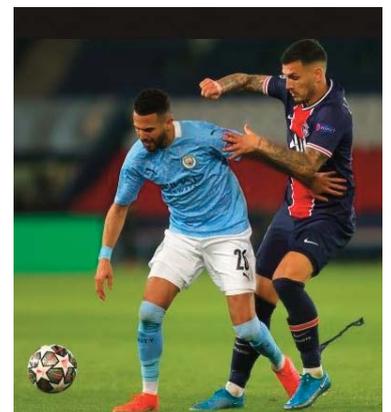
Parisiens et "Cityzens" vont s'affronter mardi soir (20h00 algériennes) pour le compte de la 2e journée du groupe A de la phase de poules de la Ligue des champions.

Les deux équipes vont se retrouver

pour la deuxième saison de suite en C1, après la qualification des hommes de Pep Guardiola aux dépens des Parisiens lors de la dernière édition au stade des demi-finales (2-1, 2-0).

Mais pour Mahrez, auteur de trois des quatre buts de City face à Paris, "ce sera un match différent". Le capitaine des "Verts" (1 match et 1 but en C1 cette saison) a jugé les progrès réalisés par le PSG par rapport à la demi-finale disputée la saison passée.

"La saison dernière, c'était une demi-finale, sans fans. Ce n'est pas parce qu'on a gagné l'an dernier qu'on va gagner cette fois. Le PSG est une très bonne équipe. Ils sont plus forts cette saison, leur effectif s'est renforcé. Ce sera un match comme l'an dernier, c'est-à-dire très serré", a-t-il estimé.



MONDIAL 2022 (QUALIF-GR:B /4E JOURNÉE)

L'Algérien Abid Charef arbitrera Mauritanie-Tunisie

La Confédération africaine de football (CAF) a désigné un trio arbitral algérien sous la conduite de Mehdi Abid Charef pour diriger le match de la 4e journée des qualifications africaines (Gr-B) au Mondial du Qatar 2022, entre la Mauritanie et la Tunisie, prévu dimanche 10 octobre

au stade olympique de Nouakchott.

Le directeur de jeu algérien sera assisté par ses compatriotes Bouabdallah Omari et Abbas Akram Zahrouni.

Le 4e arbitre, également algérien, est Nabil Boukhalfa.

Le match de la 3e journée qui opposera les deux sélec-

tions à Tunis le 7 octobre prochain sera officier par l'Ethiopien Bamlak Tessema.

Les Aigles de Carthage, en tête du groupe B avec 6 points, s'étaient imposés devant respectivement la Guinée Equatoriale (3-0) et la Zambie (2-0), tandis que les Mourabitounes, sont lanterne

rouge, après avoir concédé deux défaites: une à domicile devant la Zambie (1-2) et une deuxième devant la Guinée équatoriale (0-1). Le premier de chaque groupe sera qualifié pour un troisième tour, en matches aller-retour. Les vainqueurs de cette double confrontation iron t au Qatar.

LIGUE 1 - RC RELIZANE

L'entraîneur Bougherara dans le "flou"

L'entraîneur Lyamine Bougherara a indiqué mardi n'avoir reçu aucun contact de la direction du RC Relizane en vue de prolonger son contrat qui a expiré à la fin du précédent championnat de Ligue 1 de football.

"Pour l'heure, je n'ai été contacté par aucun responsable du RCR en vue de reprendre le travail avec cette équipe.

A ma connaissance, la situation dans cette formation est toujours dans le flou aussi bien sur le plan administratif que sportif", a déclaré, mardi, Bougherara à l'APS.

L'ancien portier international avait rejoint le "Rapid" dans le dernier virage de la saison précédente.

Il a réussi à lui éviter la relégation, alors qu'il l'a trouvée dans la zone rouge, rappelle-t-on.

Néanmoins, ce technicien, qui avait débuté l'exercice passé sur le banc de touche de l'USM Bel-Abbès, n'a pu aller au terme du championnat après avoir été infecté par la Covid-19 ayant nécessité son hospitalisation.

"J'ai traversé des moments difficiles, et je commence à peine à récupérer mes forces.

Je ne sais donc toujours pas de quoi sera fait mon avenir avec le RCR ou un autre club.

Mais une chose est sûre : s'agissant du Rapid, ce



club accuse bel et bien un retard sensible en matière de préparation, ce qui rendrait déjà sa mission difficile la saison prochaine", a-t-il averti.

A trois semaines du coup d'envoi de la nouvelle édition du championnat de Ligue 1, prévu pour le 22 octobre prochain, cette formation de l'Ouest du pays n'a toujours pas lancé sa préparation d'intersaison.

Le président de la société sportive par actions (SSPA) du club,

Mohamed Hamri, avait annoncé son départ dès la fin de l'exercice passé, mais sans jamais l'acter.

Dans les milieux du club, on laisse entendre qu'il compterait reprendre du service, malgré ses divergences avec la direction du club sportif amateur (CSA).

Entre-temps, l'effectif du RCR a connu plusieurs départs, dont le dernier en date celui du jeune prometteur attaquant Aoued qui vient de rejoindre le Paradou AC.

Deux autres éléments clés de l'équipe, à savoir Chadli et Koukhir, ont opté, quant à eux, au profit du MC Oran.

Les turbulences que connaît encore le club au cours de l'actuelle intersaison poussent à prédire un autre exercice compliqué pour les "Vert et Blanc", et ce, pour leur deuxième année parmi l'élite qu'ils ont retrouvée à l'issue de l'exercice 2019-2020, précédant encore dans l'entourage de cette formation.

MONDIAL 2022

Messi à la tête de l'Argentine pour la suite des qualifications

La superstar Lionel Messi, qui revient d'une blessure au genou, devrait de nouveau être à la tête de la sélection albiceleste convoquée pour une nouvelle série de trois matches dans le cadre des qualifications sud-américaines pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, a indiqué lundi la Fédération argentine de football (AFA). L'Argentine se déplace au Paraguay le jeudi 7 octobre et reçoit l'Uruguay le dimanche 10 octobre. Le troisième match aura lieu le jeudi 14 octobre contre le Pérou. Avec 18 points au classement, les Argentins



sont devancés par le Brésil, qui compte 24 points en huit matches. Parmi les nouvelles additions à la liste des joueurs choisis par l'entraîneur Lionel Scaloni figurent les retours du gardien Esteban Andrada et de l'attaquant Lucas Alario. Pour le moment, on ne sait pas encore si certains clubs européens s'opposent à nouveau au départ de leurs joueurs, comme cela avait été le cas lors des trois matches de qualifications précédents, en raison des quarantaines imposées dans le cadre des mesures sanitaires liées au Covid.

LIGUE 2 - ASM ORAN

30 millions DA pour lever l'interdiction de recrutement

La direction de l'ASM Oran est dans l'obligation de s'acquitter de la somme de 30 millions de dinars en guise de dettes envers d'anciens joueurs pour qualifier ses nouvelles recrues, a-t-on appris, mardi, de ce club de Ligue 2 de football.

Cette situation a poussé les dirigeants à faire appel à plusieurs joueurs de l'équipe réserve en vue de parer à toutes les éventualités, a indiqué le manager général de l'ASMO, Houari Benamar.

Ce dirigeant, qui s'est exprimé devant la presse en marge de la première

séance d'entraînement de l'intersaison déroulé lundi soir au stade Habib-Bouakeul, a fait savoir, en outre, que la direction est en train de faire le nécessaire pour régler ce dossier.

"Mais l'équipe risque de se produire, lors des premières journées du championnat, sans ses nouvelles recrues", a-t-il averti.

Il a, au passage, déploré la "persistance des problèmes financiers du club, et dont les longs déplacements dictés par le changement du système de compétition du deuxième

palier les rendront encore accrus la saison prochaine", a-t-il prédit.

Reconnaissant que son équipe accu se un retard sensible en matière de préparation, vu que le coup d'envoi de la Ligue 2 sera donné le 26 octobre prochain, le même dirigeant s'est montré, en revanche, "confiant" quant aux capacités de ses joueurs à relever le défi.

"La saison passée, nous avons lancé dans le bain plusieurs joueurs de la réserve.

Cela leur a permis de gagner en expérience dans ce palier, et nous sommes

persuadés qu'ils vont s'en servir la saison prochaine", a-t-il assuré.

Houari Benamar, dont l'équipe a enregistré le retour de l'entraîneur Salem Laoufi une année après l'avoir quitté pour diriger le WA Mostaganem (Inter-régions), n'a toutefois pas voulu se prononcer sur l'objectif du club, qui s'apprête à passer sa sixième année de suite dans l'antichambre de l'élite. Les gars de "M'dina Jedida" ayant perdu leur place en Ligue 1 à l'issue de l'exercice 2015-2016, rappelle-t-on.

APS

CHAMPIONNAT DE FRANCE (NATIONAL 3) - SF CHAMBÉRY

L'Algérien Nassim Akrouf toujours actif ... à 47 ans !

L'ex-attaquant international algérien Nassim Akrouf est toujours actif à 47 ans, puisqu'il évolue encore au SF Chambéry, sociétaire de la Nationale 3 française de football.

Le natif de Courbevoie, s'est avéré être un vrai phénix, car il renait de ses cendres à chaque nouvelle saison, comme en témoigne ce nouveau bail dans lequel il vient de s'engager avec la formation savoyarde, alors que beaucoup s'étaient attendus à ce qu'il raccroche définitivement les crampons à l'issue de l'exercice écoulé.

Avant d'intégrer le championnat de France "Amateur", Akrouf avait endossé le maillot de plusieurs formations professionnelles, dont Istres, Troyes, Grenoble et Le Havre.

Il avait même connu une courte expérience professionnelle en Angleterre, notamment, avec Sutton United (1997/1999) et Working FC (1999/2000), avant de revenir une nouvelle fois en France.

En équipe nationale, Akrouf a été sélectionné 18 fois en "Vert", entre 2001 et 2004.

Son club actuel, le SF Chambéry qui a récolté quatre points en quatre journées de championnat en ce début de saison occupe la 9^e place au classement général de la Nationale 3.

LIGUE 1 - NA HUSSEÏN-DEY

Sofiane Boudrouaia à la tête d'un comité directeur

Un comité directeur pour la gestion du NA Hussein-Dey, présidé par Sofiane Boudrouaia, a été installé lundi à Alger lors de l'assemblée générale des actionnaires de la SSPA du club de Ligue 1 de football.

Cette démarche a été entreprise vu qu'aucun postulant ne s'est présenté pour la succession de Mahfoud Ould Zmerli, démissionnaire, à la tête du Conseil d'administration de la Société sportive par actions/NAHD.

Un certain Youcef Cheragui a manifesté son intérêt pour remplacer Mahfoud Ould Zmerli, patron des "Sang et Or" pendant 11 ans, mais il n'aurait pas présenté des garanties financières quant à la solidité de son projet et s'est volatilisés.

Ce comité directeur va gérer les affaires courantes du club pendant 90 jours, avant l'ouverture du capital de la SSPA pour permettre à un nouvel actionnaire majoritaire de prendre le contrôle de l'équipe.

"Je suis venu en tant que supporter, je n'ai aucun lien avec la SSPA. J'ai accepté cette mission pour permettre à l'équipe d'entamer sa préparation en vue de la nouvelle saison car nous sommes très en retard, à un mois du début du championnat", a déclaré Sofiane Boudrouaia à la presse après son intronisation à la tête du "directoire".

Boudrouaia a regretté la situation "catastrophique" dans laquelle se trouve le club, notamment sur le plan financier, où les dettes "font peur" à tout le monde.

"Il faut remettre de l'ordre pour permettre au club de démarrer le plus vite possible, si c'est possible dès demain (mardi).

Nous devons compter sur les joueurs du cru, revenir à la formation, ce n'est plus possible de recruter de nouveaux joueurs pour les laisser sur le banc", a-t-il conclu.

Le NAHD a passé un été mouvementé suite à la démission de Mahfoud Ould Zmerli et n'a assuré son maintien en Ligue 1 qu'à la 37^e et avant-dernière journée, au terme d'une saison chaotique sur le plan sportif.

Super Ligue : l'UEFA abandonne ses poursuites

La procédure disciplinaire à l'encontre du Real Madrid, du FC Barcelone et de la Juventus est désormais close. L'UEFA s'est donc rangé à l'avis de la justice espagnole. Un juge d'un tribunal de commerce de Madrid avait en effet récemment donné cinq jours à l'UEFA pour annuler les sanctions contre les clubs impliqués dans le projet avorté de Super League, sinon quoi son président Aleksander Ceferin sera poursuivi. Un ultimatum bien entendu par l'instance européenne.



MAN UTD : RASHFORD ÉVOQUE SON RETOUR

Opéré d'une épaule cet été, Marcus Rashford (23 ans) pourra bientôt débiter sa saison. L'attaquant de Manchester United a en effet relayé de bonnes nouvelles sur Twitter. "J'ai vu le médecin pour une consultation vendredi. Tout va bien, s'est réjoui l'Anglais. J'aurai le feu vert pour reprendre l'entraînement avec contact." Si les séances collectives se passent bien, le Mancunien devrait retrouver la compétition après la trêve internationale.

CHELSEA VEUT VENDRE N'GOLO KANTÉ

N'Golo Kanté pourrait être vendu par Chelsea l'été prochain. Le club anglais souhaiterait récupérer de l'argent.

N'Golo Kanté arrive à maturité, trop peut-être pour Chelsea. Selon Fichajes.net, le club anglais voudrait vendre son milieu de 30 ans pour récupérer une belle somme d'argent. Et surtout, pour ne pas le voir partir gratuitement à la fin de son contrat en juin 2023.

N'Golo Kanté ne souhaiterait pas lui proposer de prolongation de contrat, car jugé trop vieux. Mais la direction devrait convaincre Thomas Tuchel, son coach, qui en a fait un de ses hommes de base depuis son arrivée la saison dernière.

Le Real Madrid et le PSG sont intéressés par le profil de N'Golo Kanté. Le PSG a même tenté de le recruter l'été dernier, sans succès.

Chelsea : Mendy ne pouvait pas refuser

Dans une interview accordée au Late Football sur Canal+, le gardien Edouard Mendy (29 ans, 7 matchs toutes compétitions cette saison) est revenu sur son départ de Rennes pour Chelsea en septembre 2020. Pour l'international sénégalais, cette occasion était impossible à laisser passer. "J'ai souvent discuté avec Christophe Lollichon (responsable du département gardien à Chelsea) qui m'a fait part de l'intérêt du club. J'ai essayé de ne pas y penser parce que c'est quand même Chelsea, et je revenais de très loin. Je me suis dit qu'il fallait que je ne pense pas trop à ça. Mais quand les échanges téléphoniques se sont accentués, je me suis dit qu'il y avait vraiment un intérêt de la part de Chelsea et qu'il fallait que je fonce. C'était la ville où je voulais habiter, le club où je voulais jouer, les couleurs que je voulais défendre. Je ne pouvais pas refuser ça et ça Rennes l'a bien compris", a confié l'ancien Rennais. Vainqueur de la Ligue des Champions dès sa première saison chez les Blues, Mendy ne peut qu'être satisfait de son choix.



TOTTENHAM CREUSE LA PISTE DE JAN KULUSEVSKI

Les Spurs envisagent une offre pour l'international suédois dès cet hiver. Du côté de Tottenham, on prépare déjà le prochain mercato d'hiver. A la recherche d'un joueur offensif de couloir, les Spurs pourraient trouver leur bonheur du côté de l'Italie. En effet selon les dernières informations du Mirror, le club londonien aurait coché le nom de Dejan Kulusevski (21 ans). Peu utilisé par Massimiliano Allegri depuis le début de saison, l'international suédois pourrait envisager un départ. Sous contrat jusqu'en juin 2025 avec les Bianconeri, le natif de Stockholm serait estimé à 45 millions d'euros sur le marché des transferts. Cette saison, il n'a disputé que 161 minutes de jeu avec le club de la Vieille Dame.

Lloris tire la sonnette d'alarme

Alors que Tottenham a reçu une nouvelle gifle, dimanche, face à Arsenal (3-1), Hugo Lloris s'est voulu lucide à l'issue de la rencontre. Tottenham vécu un nouveau cauchemar, dimanche, lors du derby face à Arsenal. Confirmant leurs difficultés du moment, les Spurs ont en effets sombré sur la pelouse de l'Emirates Stadium pour finalement s'incliner 3-1. Un revers qui s'ajoute à ceux concédés face à Crystal Palace (3-0) et Chelsea (3-1). Le début de saison canon des Londoniens, avec trois victoires en trois matches, paraît loin et Hugo Lloris n'a pas caché son inquiétude. « C'est frustrant et très décevant. C'est le moment de se serrer les coudes et de continuer. Nous étions prêts, mais nous avons perdu un peu le contrôle et notre équilibre au milieu du terrain, a-t-il confié au micro de la télévision anglaise. Quand vous encaissez trois buts sur chacun des trois derniers matches de championnat, vous ne pouvez pas cacher l'existence de problèmes. Mais nous sommes professionnels. Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir. Nous devons rester calmes. »

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Le Président Tebboune reçoit le chef du Commandement de l'AFRICOM

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, le Général Stephen Townsend, chef du commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), qui effectue une visite de travail en Algérie en compagnie d'une importante délégation.

"Je suis en Algérie pour la deuxième fois et lors de cette visite j'ai rencontré le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et le chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha", a déclaré le responsable américain à la presse

au terme de l'audience. "Nous avons évoqué la situation sécuritaire dans la région ainsi que le fort partenariat entre les Etats-Unis et le Gouvernement algérien", a-t-il ajouté. Le Commandant de l'AFRICOM s'est félicité grandement de sa visite en Algérie, indiquant que son pays "oeuvrera à la consolidation

des relations entre les deux pays dans l'avenir". L'entretien s'est déroulé en présence du chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, et du directeur de Cabinet à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf.

Le Général de corps d'armée Saïd Chanegriha reçoit le Commandant de l'AFRICOM

Le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a reçu en audience lundi au siège de l'Etat-major de l'ANP le Général d'armée Stephen J. Townsend, Commandant de l'AFRICOM, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Après la cérémonie d'accueil et le salut de l'emblème national, les deux parties ont évoqué durant cette rencontre à laquelle ont pris part le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, des chefs de départements et des Directeurs centraux au ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP ainsi que les membres de la délégation américaine, la volonté des deux armées à consolider les relations bilatérales et ont échangé

leurs points de vue sur les questions d'intérêt commun", précise le même source.

"Cette visite reflète l'intérêt porté par l'AFRICOM aux questions sécuritaires qui concernent la sous-région et les défis qui en découlent, se rapportant notamment à la stabilité et au développement durable", ajoute le communiqué du MDN. Par ailleurs, "Monsieur le général de Corps d'Armée, chef d'Etat-Major de l'ANP, a saisi cette occasion pour exprimer ses marques de gratitude à la partie américaine pour les aides médicales fournies à l'ANP dans un contexte particulier caractérisé par la crise sanitaire de la Covid-19", relève la même source. A l'issue de la rencontre, "le Général d'Armée Stephen J. Townsend a signé le Livre d'or de l'Etat-major de l'Armée nationale".

ANP

Saïd Chanegriha : l'Algérie nouvelle est, plus que jamais, déterminée à préserver sa souveraineté et son unité nationale

Le Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire (ANP), le général de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, en visite mardi en zone Région Militaire à Oran, a souligné que toutes les tentatives, visant à amener l'Algérie à renoncer à ses principes immuables, seront vouées à l'échec, car "l'Algérie nouvelle est, plus que jamais, déterminée à préserver sa souveraineté et son unité nationale".

"Parce que l'attachement de l'Algérie à ses principes et sa détermination à ne guère en dévier dérangent le régime du Mekhzen et entravent la concrétisation de ses plans douteux dans la région, ce régime expansionniste est allé trop loin, dans les conspirations et les campagnes de propagande subversives, visant à réduire le rôle de l'Algérie dans la région, épuiser ses capacités, entraver son processus de développement et tenter de porter atteinte à l'unité de son peuple, en semant la discorde et la division en son sein", a indiqué le général de corps d'Armée dans une allocution d'orientation prononcée lors de sa rencontre avec les cadres de la 2e Région Militaire, et suivie via visioconférence par l'ensemble des unités de la Région.

"Les ennemis ont ainsi trouvé en certains faibles d'esprits et traitres à la Nation, instrumentalisés

et recrutés comme agents, le moyen de parvenir à leurs fins, à savoir, affaiblir l'Algérie de l'intérieur et lui faire pression pour qu'elle renonce à ses principes immuables, à ses nobles valeurs et aux justes causes de la Nation", a-t-il ajouté.

"Mais leurs actes seront voués à l'échec et ils seront humiliés et acculés, car l'Algérie, qui est entrée dans une ère nouvelle, forte de son armée et de son peuple, est déterminée, plus que jamais, sous la conduite de monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, à défendre sa souveraineté, son unité nationale et sa décision souveraine", a souligné le général de corps d'Armée.

"De même qu'elle est prête à faire face, avec rigueur et fermeté, à tous les plans sinistres, qui se trament secrètement et ouvertement, visant l'Etat-Nation et ses symboles, en s'appuyant sur son riche patrimoine historique, ses principes immuables et sur l'unité de son vaillant peuple qui, quelles que soient les circonstances, se tiendra aux côtés de ses dirigeants et des institutions de l'Etat, tel un seul homme, pour faire face à quiconque tente de nuire à l'Algérie des Chouhada, car la volonté des peuples est invincible", a-t-il dit.

Auparavant, le général de corps d'Armée, Chanegriha, a indiqué dans son allocution que le vaillant Homme algérien fait face à des défis, aussi redoutables que ceux du passé, en faisant preuve de la même détermination à préserver son indépendance, en suivant la même voie que ses prédécesseurs, sans déroger à ses principes immuables.

"Le destin a fait que l'Homme algérien, du fait de la position géostratégique de son pays, a eu à affronter, à travers les âges, des obstacles insurmontables et des défis des plus difficiles, ce qui a forgé en lui une personnalité de rigueur, qui refuse toute servilité ou soumission et qui ne marchand pas ses positions", a-t-il dit.

Le général de corps d'Armée a relevé dans ce contexte que "le meilleur exemple en est la grande épopée, écrite avec le Sang des millions de valeureux Chouhada, pour la liberté et l'affranchissement du joug colonial. Cet extraordinaire exploit historique de l'Homme algérien et ses témoignages vivants, retentissent toujours dans nos esprits et dans notre mémoire collective, au même titre que son triomphe inégalé sur le projet de dissémination du virus du terrorisme barbare dans la terre sainte de notre pays, faisant ainsi de l'expérience

algérienne dans ce domaine, une référence mondiale incontestable", a-t-il indiqué. "Et voilà aujourd'hui, le vaillant Homme Algérien fait face à des défis aussi redoutables que ceux du passé, en faisant preuve de la même détermination à préserver son indépendance et sa décision souveraine, suivant la voie de ses prédécesseurs, sans nullement déroger à ses principes immuables et à ses valeurs nobles, inspirés de la richesse de son patrimoine historique, à l'instar de la poursuite de son engagement en faveur de l'instauration de la paix dans le monde, la non-ingérence dans les affaires internes d'autrui, le soutien des causes justes et des peuples opprimés, ainsi que la défense de leur droit à disposer d'eux-mêmes", a-t-il noté. Au début de sa visite, après la cérémonie d'accueil, le général de corps d'Armée, accompagné du général-major Hadj Laaroussi Djamel, Commandant de la 2e Région Militaire, a observé un moment de recueillement à la mémoire du défunt moudjahid "Boudjenane Ahmed" dit "Si Abbès", dont le siège du Commandement de la Région porte son nom, et déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha sur son âme et celles des vaillants Chouhada.

76^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU Lamamra appelle à une représentation géographique équitable au Conseil de sécurité



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a appelé lundi à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU afin de garantir plus de transparence et une représentation géographique équitable mettant fin à l'injustice historique que subit le Continent africain.

"Nous sommes appelés à œuvrer en vue de faire aboutir le processus de réforme globale de l'Organisation des Nations Unies (...), en mettant l'accent sur la revitalisation du rôle central de l'Assemblée Générale et la réforme du Conseil de sécurité de manière à garantir plus de transparence et une représentation géographique équitable mettant fin à l'injustice historique que subit le Continent africain", a déclaré M. Lamamra devant l'Assemblée générale de l'ONU. Le chef de la diplomatie algérienne a évoqué dans son discours les conditions dans lesquelles se tient cette session de l'AG de l'ONU au moment où le monde fait face à de nombreux défis qui ont jeté leur ombre sur tous les aspects de la vie humaine. "La pandémie de la Covid-19, en raison de sa propagation rapide et de sa fatalité, transcendant toutes les frontières géographiques sans distinction entre pays riches et pays pauvres, se trouve en tête de ces défis existentiels", a-t-il fait remarquer, relevant que cette pandémie offrait également "une opportunité historique de réparer les erreurs du passé et

tirer les leçons pour avancer fermement dans la construction d'un avenir prospère pour toute l'humanité". "Cette situation confirme plus que jamais la nécessité urgente de renforcer la coopération et la solidarité internationales, d'activer plus efficacement les mécanismes d'action multilatéraux pour faire face conjointement à cette pandémie et mettre en place les bases d'un nouvel ordre mondial post-Covid-19, répondant aux normes d'équité et permettant d'assurer une participation égale de toutes les nations sans la moindre discrimination", a-t-il ajouté. Selon le ministre, le thème de cette session "Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever du Covid-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits de l'homme et revitaliser l'Organisation des Nations Unies", traduit les principaux éléments pour le renforcement des perspectives de l'action multilatérale qui demeure la seule voie pour surmonter cette phase décisive dans l'histoire de l'humanité.

"Le contexte extraordinaire et dangereux que vit la communauté internationale aujourd'hui à l'aune de la pandémie de la Covid-19 ne doit pas nous faire oublier les crises politiques et sécuritaires, les foyers de tension ainsi que les défis de développement auxquels font face de nombreuses régions du monde, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique", a-t-il indiqué.

Examen de la coopération entre l'Algérie et l'ONU

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a eu, lundi à New York, une séance de travail avec la Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Amina Mohammed, qui a porté sur la coopération entre l'Algérie et l'ONU pour promouvoir les efforts visant la concrétisation des Objectifs de développement durable et la réalisation de la stabilité et de la sécurité en Afrique, notamment dans la région sahélo-saharienne.

M. Lamamra a précisé sur son compte Twitter que sa séance de travail avec Mme Amina Mohammed "a porté sur la coopération entre l'Algérie et l'ONU pour promouvoir les efforts visant la concrétisation des

Objectifs de développement durable et la réalisation de la stabilité et de la sécurité en Afrique, notamment dans la région sahélo-saharienne".

La rencontre a eu lieu en marge des travaux du segment de haut niveau de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies qui ont pris fin lundi à New York. Lors de l'audience qu'il a accordée à M. Lamamra, samedi à New York, en marge des travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies, Antonio Guterres, a salué les efforts continus de l'Algérie en faveur de la sécurité et de la stabilité en Afrique du Nord et dans la région du Sahel, soulignant son soutien total à ses efforts et initiatives.